



LA NOUVELLE DONNE MÉDIATIQUE



REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



Volume 12, Numéro 12

Bureau des programmes d'information internationale

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
<hr/>	
Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directrice de la rédaction	Charlene Porter
Chef de la production	Christian Larson
Chef adjointe de la production	Sylvia Scott
Version Internet	Janine Perry
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris
<hr/>	
Révision	Rosalie Targonski
Photographies	Maggie Sliker
Page de couverture	Tim Brown
Documentaliste	Anita Green
Rédacteurs adjoints	Alexandra Abboud Bruce Odessey
Traduction	Service linguistique IIP/AF

Couverture : toutes les photos © AP images. Collage de Tim Brown.

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA* qui examine la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>.

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBS
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique

Adresse électronique : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

Selon l'Union internationale des télécommunications, le sixième de la population mondiale utilise régulièrement l'Internet et 2,7 milliards de personnes ont un abonnement à un service de téléphonie mobile, deux chiffres qui ont grimpé en flèche depuis le début du nouveau millénaire.

Ces technologies donnent à tout un chacun la possibilité de puiser dans le savoir de l'humanité, puis de partager et de disséminer les informations ainsi recueillies aux fins sociales ou politiques de son choix. Savoir rime avec pouvoir, et dans les pages ci-après divers auteurs décrivent nombre de situations survenues ici ou là qui illustrent la façon dont ces technologies et le pouvoir qui en découle ont permis aux citoyens de remettre en question le statu quo, de lever le voile sur des violations et d'exiger davantage de liberté.

« La technologie – omniprésente même dans les pays pauvres – a pour mérite non seulement de faciliter la libre circulation de l'information, mais aussi de contribuer aux mutations de la société », affirme Patrick Butler, du Centre international des journalistes (International Center for Journalists), dans le premier article de la revue.

Ainsi mis au défi de changer, les gouvernements ne peuvent plus se retrancher derrière leurs vieilles habitudes. Les gouvernements répressifs ne peuvent plus matraquer dans l'ombre les manifestants pacifiques : les téléphones-caméras sont là pour filmer la scène ; les blogueurs intarissables vont tout raconter au monde entier.

C'est un phénomène auquel la revue

eJournal USA, parue sous le titre « Les nouveaux moyens de communication », a déjà consacré un dossier en mars 2006. À l'époque, nous avons examiné la façon dont les médias traditionnels reformulaient leurs produits pour s'adapter à un nouvel environnement en matière d'information et comment la technologie aidait les citoyens à cerner leurs compétences. Aujourd'hui, le cadre des

médias s'est élargi pour inclure celui de l'ensemble de la société.

Les organes de presse figurent parmi les meilleurs mécanismes de surveillance de la scène actuelle, et c'est vers eux que nous nous sommes tournés pour faire ce récit. Le Centre international des journalistes explique comment les nouvelles technologies permettent à de nouveaux intervenants de

s'exprimer sur la scène politique. Un journaliste américain chevronné décrit l'effet de la participation d'internautes militants sur l'évolution de la politique aux États-Unis. Des rédacteurs du World Editors Forum et de l'Association mondiale des journaux expliquent la manière dont les citoyens modifient les produits de l'information et la façon dont les salles de presse doivent réagir.

Les auteurs des articles de la présente revue offrent des récits complexes et variés, mais un thème unique forme leur fil directeur : le dernier chapitre de cette aventure reste à écrire. Seul l'avenir nous dira comment notre monde va changer sous l'effet des forces sociales, politiques et médiatiques qui ont été libérées.

La rédaction



Des passants se servent de leur portable à caméra numérique pour prendre des photos quand un candidat à la présidence des États-Unis s'offre un bain de foule pendant la campagne électorale.

© AP Images/Wilfredo Lee



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / DÉCEMBRE 2007 / VOLUME 12 / NUMÉRO 12
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

LA NOUVELLE DONNE MÉDIATIQUE

4 **De nouvelles technologies, de nouvelles voix**

PATRICK BUTLER, VICE-PRÉSIDENT RESPONSABLE DES PROGRAMMES À L'INTERNATIONAL CENTER FOR JOURNALISTS

Les internautes utilisent les techniques de pointe pour encourager le changement aux plans social et politique.

10 **Du journalisme citoyen au contenu fourni par les utilisateurs**

BERTRAND PECQUERIE, DIRECTEUR DU WORLD EDITORS FORUM ET LARRY KILMAN, DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS POUR L'ASSOCIATION MONDIALE DES JOURNAUX

S'ils reconnaissent les avantages qu'apportent à leurs publications les informations fournies par leurs utilisateurs, les médias traditionnels s'en méfient néanmoins.

14 **Le journaliste citoyen**

OhmyNews.com, auquel collaborent plus de 60 000 personnes aux quatre coins du monde, est un pionnier en matière de journalisme citoyen.

15 **Des gouvernements et des entreprises entravent la liberté d'expression sur l'Internet**

ERICA RAZOOK, ATTACHÉE AU PERSONNEL JURIDIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL USA

Amnesty International s'interroge sur la connivence tacite qui lierait les gouvernements répressifs et les sociétés se spécialisant dans les techniques de pointe qui veulent s'implanter dans ces pays.

20 **Le dilemme de l'industrie de l'information**

Yahoo! consent à dédommager la famille de journalistes chinois incarcérés.

21 **Les tribulations du journalisme en République de Géorgie**

KARL IDSVOOG, PROFESSEUR À L'ÉCOLE DE JOURNALISME ET DE COMMUNICATIONS DE MASSE DE LA KENT STATE UNIVERSITY

La Révolution de la rose a entraîné des réformes gouvernementales et économiques dans cet ancien satellite de l'Union soviétique, mais ce n'est pas pour autant que la presse y est libre.

25 Les nouveaux médias et la conduite de la politique aux États-Unis

THOMAS EDSALL, PROFESSEUR DE L'UNIVERSITÉ COLUMBIA, TITULAIRE DE LA CHAIRE JOSEPH PULITZER II ET EDITH PULITZER MOORE

L'influence d'utilisateurs bien au fait des nouvelles technologies sur le processus électoral aux États-Unis s'accroît.

28 Les principaux sites consacrés aux actualités

Le spécialiste de l'audimétrie Nielsen recueille aussi des données sur la fréquentation des sites en ligne spécialisés dans les actualités.

30 Médias, nouveaux et anciens

DAVID VAINA, CHARGÉ DE RECHERCHES POUR LE PROJECT FOR EXCELLENCE IN JOURNALISM

Les nouveaux médias ne respectent pas le code de déontologie qui guide les médias traditionnels et les observateurs de cette industrie s'efforcent d'évaluer leur portée au plan social.

33 Le groupe de travail sur la liberté mondiale de l'Internet

Le département d'État des États-Unis s'est donné pour mission d'accroître l'accès à l'Internet en tant qu'outil émancipateur.

35 L'Internet au service des localités

Les sites Internet se spécialisant dans les nouvelles locales répondent à un besoin et comblent les lacunes de la couverture des actualités à caractère local par les grands médias.

37 Sites Internet (en anglais)

Voir également le numéro de mars 2006



<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0306/ijge/ijge0306.htm>

De nouvelles technologies, de nouvelles voix

Patrick Butler



© AP Images/Amr Nabil

À la suite de la diffusion sur l'Internet d'une vidéo montrant l'agression d'un conducteur de minibus par un policier égyptien, ce dernier, dénommé Islam Nabih, au centre sur la photo, a été reconnu coupable en novembre 2007.

Les blogues, les vidéos en temps réel et les textos échangés à la vitesse de l'éclair sont de nouveaux moyens de communication dont l'utilisation s'est généralisée ces dernières années, avec d'inévitables adaptations. Leurs adeptes ont appliqué ces technologies de manière parfois inattendue pour atteindre des objectifs politiques. Les gouvernements essaient comme ils peuvent de trouver des parades, certains par le biais de la répression et d'autres par celui des réformes.

Patrick Butler est vice-président chargé des programmes au Centre international des journalistes (International Center for Journalists, ICFJ), organisation à but non lucratif située à Washington qui a pour mission de « promouvoir un journalisme de qualité dans le monde entier avec la conviction que la présence de médias indépendants et robustes joue un rôle crucial dans l'amélioration de la condition humaine ».

Les vidéos sont granuleuses et floues, mais suffisamment claires pour faire frissonner d'effroi. Dans l'une, un policier s'acharne sur un suspect qu'il frappe sans relâche au visage tandis que l'homme lève les bras pour se protéger, avant de s'écrouler au sol. Dans une autre, une femme en détention est suspendue au plafond, les pieds et les poings attachés à une barre de métal, et on l'entend pleurer et crier. Dans une troisième, la police rassemble des manifestants dans la rue, les frappant à coups de matraques pour les faire monter dans un véhicule.

Ces vidéos qui montrent des exemples de brutalité policière n'ont jamais été diffusées à la télévision en Égypte. Pour les voir, il faut consulter le blogue très populaire de Wael Abbas accessible sur le site Internet MisrDigital [<http://misrdigital.blogspot.com/>].

Ces vidéos ont fait de l'effet, même dans un pays comme l'Égypte, où les seules personnes punies pour les sévices dévoilés par un journalisme courageux sont souvent les journalistes eux-mêmes. À cause de la diffusion de vidéos filmées à l'aide de téléphones-caméras par Wael Abbas et d'autres blogueurs, deux policiers ont, en novembre 2007, été condamnés à trois ans de prison pour avoir torturé le chauffeur d'un minibus au Caire. D'autres policiers sont en attente de procès pour d'autres cas de sévices.

LES REPORTAGES NUMÉRIQUES

Dans le monde entier, journalistes et amateurs se servent d'outils médiatiques numériques, tels l'Internet, les services d'envoi de messages courts (SMS) et les téléphones portables de petite taille munis d'une caméra vidéo, pour réunir et disséminer des informations selon des modalités impossibles à imaginer il y a seulement dix ans. La technologie – omniprésente même dans les pays pauvres – a pour double avantage non seulement de favoriser la libre circulation de l'information, mais aussi d'encourager les simples particuliers, qui se sentaient naguère impuissants, à promouvoir des changements dans leur société.

Dans bien des cas, comme celui de Wael Abbas, la libéralisation des flux d'information rendue possible par les nouvelles technologies incite les gouvernements à prendre des mesures dont ils se seraient précédemment abstenus. Si l'arrestation de policiers violents constitue un pas dans la bonne direction pour l'Égypte, il reste à voir si Wael Abbas et les autres blogueurs parviendront à pousser le gouvernement Moubarak à adopter des pratiques plus démocratiques. Comme d'autres pays qui ont vu des journalistes citoyens recourir avec audace aux nouvelles technologies pour lever le voile sur les abus ou organiser des protestations, l'Égypte a joué la carte de la répression et fait arrêter des journalistes et des blogueurs qui avaient disséminé des informations jugées injurieuses envers l'islam ou le gouvernement.

Dans la toute dernière affaire en date, les deux policiers ont été condamnés à une peine de prison à la suite de la diffusion d'une vidéo montrant en train de sodomiser le conducteur du minibus à l'aide d'un bâton ; ils l'avaient arrêté quand celui-ci était intervenu dans une dispute entre son cousin et la police. D'autres policiers avaient filmé la scène avec leur téléphone portable, dans l'intention de montrer cette vidéo aux amis de cet homme pour l'humilier encore davantage.

Wael Abbas et d'autres blogueurs ont obtenu cette

vidéo qu'ils ont diffusée, avec d'autres, pour mettre en évidence le caractère systémique des sévices infligés par la police. L'organisation égyptienne des droits de l'homme enregistre quelque 400 cas de torture infligée par la police chaque année, dont 20 % environ font l'objet de poursuites judiciaires, selon le Washington Post.

Wael Abbas a payé cher sa volonté de faire connaître au public des vidéos qui dénoncent les sévices infligés par la police, la fraude électorale, la corruption et le harcèlement des femmes dans la rue. Il a perdu son emploi de journaliste, a été arrêté et a été la cible de menaces, mais il continue de bloquer dans l'espoir de susciter des changements dans son pays.

L'organisation pour laquelle je travaille, l'International Center for Journalists, a récemment fait de Wael Abbas l'un des lauréats du prix Knight International Journalism de 2007. Il est le premier blogueur à être ainsi honoré – mais il ne sera certainement pas le dernier. L'autre titulaire du prix, May Thingyan Hein, fait du journalisme d'investigation en Birmanie, un autre pays où les nouveaux moyens de communication ont joué un rôle crucial dans la mobilisation de la population – reste à voir si ce nouveau militantisme aura un effet à long terme.

En Birmanie, où la technologie s'est révélée indispensable pour faire connaître les dernières nouvelles sur les protestations organisées contre le régime militaire entre août et septembre 2007, les gens ont utilisé des téléphones portables pour donner des informations sur les lieux de rencontre des manifestants et la façon d'éviter de se faire arrêter. À l'étranger, des photos et des vidéos, prises principalement à l'aide de portables munis d'une caméra et qui montraient les manifestations organisées par des moines bouddhistes ainsi que la réponse violente des autorités, ont été diffusées sur Internet ; la sensibilisation de l'opinion qui en a résulté a exercé une pression politique sur le régime militaire au pouvoir en Birmanie. Les informations de cette nature ne pouvaient provenir que de « journalistes citoyens » puisque les autorités birmanes avaient interdit l'accès du pays à tous les journalistes étrangers.

Également en Birmanie, le gouvernement a pris des mesures sévères, bloquant purement et simplement l'accès à l'Internet pour tenter de dissimuler les photos et les vidéos embarrassantes qui n'ont pas tardé à faire le tour du monde après avoir été envoyées par courrier électronique à des sites appartenant à des expatriés birmans. Les policiers se sont mis à confisquer les appareils photos et les téléphones portables dans la rue. Les gestes de cette nature sont possibles à court terme dans un pays placé sous l'entière autorité du

gouvernement et isolé, comme l'est la Birmanie, mais il n'est pas dit que le gouvernement birman pourra museler l'information à long terme. La technologie dont dispose aujourd'hui le citoyen birman n'existait pas en 1988, à l'époque de la dernière répression sanglante, quand plus de 3 000 personnes ont trouvé la mort, en grande partie à l'insu du reste du monde.

LA CENSURE DANS LE CYBERESPACE

Dans d'autres pays plus grands et moins isolés du monde extérieur, tels la Chine et l'Iran, les autorités ont davantage de mal à contrôler le partage des informations par le biais des nouvelles technologies. En 2006, Li Datong, éditeur d'un supplément à l'imposant Quotidien de la jeunesse de Chine, avait envoyé un mémo par courrier électronique à des personnalités clés dans lequel il dénonçait la décision prise par les autorités de réduire le salaire des journalistes dont les articles déplairaient de

quelque façon que ce soit aux cadres du parti communiste. En l'espace de quelques minutes, ce mémo était affiché sur des sites Internet dans tout le pays. Les censeurs n'ont pas tardé à exiger le retrait du mémo, mais ils n'ont pas pu agir assez vite pour étouffer l'affaire. Li Datong a été licencié, mais le gouvernement a dû revenir sur sa malencontreuse décision.

Sur le plan du nombre des internautes, la Chine occupe le deuxième rang mondial, derrière les États-Unis, et les dirigeants chinois mènent un combat perdu d'avance en s'efforçant de contrôler le type d'informations auxquelles la population peut avoir accès sur l'Internet. C'est la Chine qui emprisonne le plus grand nombre de personnes au monde pour avoir affiché sur l'Internet des informations jugées inacceptables par les autorités; selon l'association Reporters sans frontières, sur les 64 cyberdissidents au moins qui sont incarcérés dans le monde, 50 le sont en Chine.

« Les gouvernements sont de plus en plus nombreux



© AP Images/Husein Mallia

Des manifestants libanais exigent le retrait des soldats syriens de leur pays lors de rassemblements populaires organisés en 2005 en partie par le biais de textos envoyés par téléphone portable.



© AP Images/Gustavo Ferrari

Les Koweïtiennes expriment leur joie après la campagne qu'elles ont menée en 2005 pour obtenir le droit de vote. Au bout de quarante années d'efforts, elles ont eu gain de cause grâce au recours aux technologies de communication les plus modernes afin de mobiliser leurs partisans.

à se rendre compte que l'Internet peut jouer un rôle clé dans le combat pour la démocratie et ils sont en train d'établir de nouveaux moyens de censure », constate cette association dans son Rapport 2007 sur l'état de la liberté de la presse dans le monde, ajoutant : « Les gouvernements de pays répressifs ciblent maintenant les blogueurs et les journalistes sur l'Internet avec la même fougue qu'ils déploient à l'encontre des journalistes des médias classiques. »

Comme la Chine, l'Iran n'est pas en mesure d'exercer toute son autorité sur l'Internet, et le farsi figure maintenant parmi les dix langues les plus utilisées par les blogueurs. Le nombre de blogueurs iraniens atteindrait entre 70 000 et 100 000 et nombre d'entre eux écrivent des articles politiques que jamais les grands moyens d'information du pays n'accepteraient de publier. Les blogueurs iraniens changent fréquemment d'adresses et ils utilisent des services de réexpéditeurs anonymes pour contourner les restrictions imposées par les autorités.

Les blogues, les fichiers balados, les messages textes et les téléchargements de vidéos repoussent constamment les limites de la liberté d'expression et entraînent des changements fondamentaux en Iran, en Chine, en

Birmanie et en Égypte, mais pas au point, jusqu'à présent, de provoquer la chute du gouvernement d'un de ces pays. C'est pourtant ce qu'ils ont réussi à faire ailleurs.

LA DÉMOCRATIE DU PORTABLE

L'exemple le plus célèbre est celui des Philippines, où l'envoi de messages textes a facilité la mobilisation des citoyens, lesquels ont organisé d'importantes manifestations qui ont débouché sur la chute du président Joseph Estrada en 2001. Il avait échappé de justesse à la procédure de mise en accusation par le sénat, et ce malgré les preuves indiquant qu'il avait amassé par des moyens illicites 71 millions de dollars dans des comptes bancaires sous son contrôle. Joseph Estrada pensait avoir survécu à cette épreuve jusqu'au moment où des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre le vote du sénat. Les mots d'ordre « Va au 2 EDSA » (une avenue), « Habille-toi en noir, porte le deuil de la démocratie » et « ça va chauffer » avaient circulé par messages textes. Quand la Cour suprême a décrété que « le peuple avait parlé », Joseph Estrada a fini par accepter de démissionner.

Le Liban fournit un autre exemple, plus récent, de ce phénomène. Dans ce pays, un million de citoyens qui avaient reçu un message texte les enjoignant à se rassembler pour exiger la fin de l'opération militaire syrienne ont répondu présents à l'appel. Comme aux Philippines, leurs efforts ont été immédiatement couronnés de succès, 14 000 soldats syriens ayant quitté le pays après une occupation longue de 29 années. Pour autant, le succès à long terme du pouvoir citoyen demeure incertain ; la Syrie continue de faire sentir sa présence au Liban par le biais d'assassinats et d'attentats à la bombe, et le pays demeure fragile.

Il existe bien d'autres exemples de « démocratie du portable ». Des Koweïtiennes ont organisé des rassemblements, par le truchement de messages textes, au cours desquels elles ont exigé le droit de voter et de briguer des postes électifs ; de jeunes Sud-Coréens « branchés » ont exhorté 800 000 personnes à se rendre aux urnes en organisant à la dernière minute une campagne de textos, et le candidat qu'ils soutenaient, Roh Moo Hyun, a remporté le scrutin avec une marge de victoire particulièrement mince ; des Chinois ont eu recours aux SMS pour mobiliser des grévistes et organiser des rassemblements antijaponais.

Tous ces exemples montrent la capacité qu'ont les nouvelles technologies de rassembler dans la rue des gens qui se sentaient naguère impuissants. Si l'Internet

est un outil de mobilisation incontournable aux États-Unis, les téléphones portables et les messages textes jouent un rôle beaucoup plus important dans les pays en développement, où les gens sont peu nombreux à avoir accès à l'Internet, alors que beaucoup d'entre eux sont propriétaires d'un portable.

À cet égard, les États-Unis sont en fait largement à la traîne, même par rapport aux pays en développement. Récemment, au Botswana, j'ai dit à des étudiants que je voulais discuter avec des sociétés de télécommunications la possibilité de diffuser des bulletins d'actualités sur les téléphones portables. Un étudiant a sorti son téléphone et m'a demandé: « Vous voulez dire comme ça? » Les gros titres d'un quotidien local se déroulaient sur l'écran de son téléphone, service disponible de longue date dans son pays. Les Africains qui vivent dans des endroits reculés où ils n'ont pas accès à la presse écrite se tiennent au courant des articles publiés en consultant leur téléphone portable.

MISES EN GARDE ET INQUIÉTUDES

Si les téléphones portables sont utilisés dans l'ensemble du monde en développement pour faire connaître l'actualité à des personnes qui n'ont pas d'autres moyens de se tenir au courant des nouvelles et pour rassembler des gens qui ont alors le sentiment de pouvoir agir et d'amener le changement dans leur pays, quel mal y a-t-il à cela?

D'aucuns craignent que la « démocratie du portable » n'évolue vers la « voyoucratie ». Il est admirable que les Philippins aient réussi à mobiliser les foules à l'aide des nouvelles technologies pour faire tomber un président corrompu, mais qu'est-ce qui en empêcherait d'autres de se servir de ces mêmes moyens pour faire tomber un

gouvernement démocratiquement élu qui mettrait en place des politiques impopulaires à court terme, mais salutaires pour le pays à long terme?

De fait, ces mêmes technologies peuvent servir à des fins moins nobles que le changement démocratique. Au Timor oriental, des bandes de voyous et maraudeurs ont utilisé des services de messages textes pour organiser des soulèvements et échapper aux forces de maintien de la paix. On sait pertinemment qu'Al-Qaïda a recours aux techniques les plus modernes pour s'efforcer de faire replonger le monde dans le huitième siècle.

Les nouveaux outils médiatiques qui révèlent les abus tels ceux commis en Égypte et en Birmanie font l'objet d'autres préoccupations. Comment peut-on juger de la véracité des informations transmises par le biais d'un téléphone portable et envoyées, peut-être sous le couvert de l'anonymat, à un blogueur en Occident? Comment peut-on être sûr que les images n'ont pas fait l'objet de manipulations numériques? Peut-on se fier à des informations qui proviennent de militants et non de journalistes formés et impartiaux?

Une grande partie du monde n'a jamais souscrit à l'idéal journalistique américain du journalisme « objectif », selon lequel le point de vue du reporter ou de l'organe d'information ne peut pas être établi à partir de l'article ou du reportage. Mais plus les informations proviennent de sources ayant un engagement clair, et plus le principe de la présentation d'informations intégrales et équilibrées perd du terrain.

Ko Htike, blogueur birman basé à Londres, dit recevoir des messages, des photos et des vidéos provenant d'une dizaine de personnes de ses connaissances et qui lui sont envoyés à partir de cybercafés. Il ne doute pas de la véracité des informations qui lui sont envoyées, mais fait valoir que le régime birman a pris le train en marche et se met lui aussi à envoyer des courriers électroniques et des messages textes « bidons » pour faire circuler des informations mensongères sur les mesures de répression prises par l'armée.

Le site Mizzima News, géré par des exilés birmans à New-Dehli, affiche également des informations provenant de journalistes citoyens en Birmanie. Selon le Wall Street Journal, son rédacteur en chef, Soe Myint, reçoit des comptes rendus, des images et des vidéos de plus d'une centaine d'étudiants, militants et simples particuliers et la construction d'un système permettant de recevoir des informations de sources fiables

Vidéo en ligne

• *Bloguer pour la liberté*

Wael Abbas, journaliste égyptien primé et auteur d'un blogue, est interviewé sur Al-Jazeera par Riz Khan en septembre 2007.



<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/1207/ijge/ijge1207.htm>

Publié avec l'autorisation du détenteur des droits

de la part de la population a pris plusieurs années. « Ce n'est pas le travail d'une seule journée. Cela fait neuf ans que nous nous préparons. Les gens savent ce que nous faisons et comment nous contacter », explique Soe Myint.

Un autre aspect dangereux de la « démocratie du portable », c'est que les citoyens courent souvent de gros risques lorsqu'ils réunissent des informations. En Birmanie, l'une des premières victimes de l'agitation politique a été un photographe japonais qui prenait acte des protestations.

Les journalistes professionnels reçoivent souvent une formation spéciale avant d'aller couvrir des situations dangereuses (mais il faudrait que ce soit plus souvent encore) et ils peuvent compter sur le soutien de leur employeur s'ils sont blessés, kidnappés ou arrêtés ; les journalistes citoyens ne bénéficient pas d'une telle formation et ils ne sont soutenus par aucune organisation de presse. Les organes d'information qui publient le fruit de leurs travaux et qui, en fait, les invitent par le biais de leurs sites Internet à soumettre des contributions, ont-ils une part de responsabilité quand ces journalistes citoyens se font tuer, sont blessés ou sont arrêtés ? Le public en a-t-il une aussi ?

AFFIRMER SA CRÉDIBILITÉ

En Égypte, le lauréat du prix de l'ICFJ, Wael Abbas, a été la cible de nombreuses menaces et d'une campagne de détraction menée par les autorités. Des responsables du gouvernement l'ont accusé d'avoir des « antécédents criminels », d'être homosexuel et de s'être converti au christianisme. « Ils essayaient de me discréditer et de me faire perdre mon public », a-t-il déclaré dans une interview publiée sur le site du réseau de journalistes internationaux de l'ICFJ [www.ijnet.org].

Wael Abbas s'est vu décerner le prix Knight du journalisme international en 2007, en partie à cause de l'engagement qu'il a pris de fonder son blogue sur des comptes rendus solides et factuels, et pas simplement sur des opinions non documentées. En donnant aux Égyptiens un aperçu direct de ce qui se passe dans leur pays avec les moyens que lui fournissent les nouvelles technologies, il est convaincu de jouer un rôle que ni les journalistes classiques ni les simples particuliers ne pouvaient tenir auparavant.

« Je me suis concentré sur les images et les vidéos pour que personne ne puisse discréditer mon travail », déclare-t-il, avant d'ajouter qu'il s'exprime en arabe dans un style simple pour attirer les jeunes qui trouvent « barbant » les reportages faits en arabe classique par les médias traditionnels.

Stephen Franklin, du Chicago Tribune, l'un des journalistes à avoir intégré récemment le programme de bourses « Knight International Fellowship », travaille à former des journalistes en Égypte. C'est lui qui a proposé qu'un prix soit décerné à Wael Abbas. Tout chevronné qu'il soit dans le domaine des « médias grand public » classiques, Stephen Franklin a constaté que son efficacité était décuplée quand il travaillait avec Wael Abbas et d'autres blogueurs, lesquels jouissent d'un plus grand degré de liberté et exercent à de nombreux égards une influence plus grande sur leur société que celle des journaux, de la radio et de la télévision. Il a créé un guide à l'intention des blogueurs, « Les dix étapes du journalisme citoyen en temps réel », qui aborde, entre autres, la question du contenu, du marketing et de la sécurité. (Ce guide peut être consulté sur le site de l'IJNet à www.ijnet.org.)

Wael Abbas est d'avis que lui et les autres blogueurs – comme les journalistes de la vieille école qui ont osé parler de ce genre de questions – ont aidé à convaincre les Égyptiens de participer activement aux efforts visant à faire bouger la société.

« À chaque fois qu'une injustice se produit, dit-il, ils se manifestent et ils parlent, alors qu'avant les gens avaient trop peur de dire quoi que ce soit. » ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Du journalisme citoyen au contenu fourni par les utilisateurs

Bertrand Pecquerie et Larry Kilman

À mesure que les internautes fournissent de la matière en quantité croissante au monde de l'information, les journalistes professionnels doivent renforcer leur vigilance pour en assurer la véracité et l'exactitude.

Bertrand Pecquerie est directeur du World Editors Forum, qui a son siège à Paris. Larry Kilman est directeur des communications pour l'Association mondiale des journaux, affiliée au Forum. Des rédacteurs et éditeurs de plus de 100 pays appartiennent à ces organisations professionnelles.



© AP Images/Stefan Rousseau

Cet incendie qui fait rage au dépôt d'hydrocarbures de Buncefield, dans le Hertfordshire (Royaume-Uni), a marqué le début d'une ère nouvelle pour les médias, celle de l'adoption du contenu produit par les usagers.

Bien que très peu de gens s'en soient rendu compte à l'époque, une révolution a eu lieu dans le monde des médias le 7 juillet 2005.

Ce jour-là, le métro de Londres fut la cible d'attaques terroristes à la bombe. Les témoins des attentats envoyèrent une multitude de photos, d'enregistrements et de rapports sur les événements aux journaux et aux radiodiffuseurs et nombreux furent les organismes médiatiques qui firent bon usage de ce contenu généré par les consommateurs.

Mais un événement peut-être encore plus marquant s'est produit le 11 décembre 2005 lorsqu'une explosion, dans le dépôt de pétrole de Buncefield (Royaume-Uni), a déclenché une réaction sans précédent de la part de citoyens journalistes qui ont envoyé des milliers de courriels, photos et clips vidéo sur la catastrophe aux sites d'information de l'Internet, bien avant que les journalistes professionnels n'arrivent sur les lieux de l'événement

survenu très tôt le matin à une quarantaine de kilomètres de Londres.

La BBC, par exemple, a reçu plus de 6 500 courriels contenant des photos et des vidéos de l'explosion et de l'incendie, alors qu'elle n'en avait reçu que 1 000 après les attentats du métro de Londres. Les premières images, photos et vidéos sont arrivées quelques minutes seulement après l'explosion de Buncefield.

« L'éventail des matériels que nous avons reçus de nos lecteurs était absolument extraordinaire. L'explosion a provoqué un déluge de vidéos, de photos et de courriels, et cela a joué un rôle central dans notre couverture des événements en temps réel », a souligné le chef du service des nouvelles interactives de la BBC, Pete Clifton, sur le site MediaGuardian, à propos de la portée des informations fournies par les usagers.

Le jour de la catastrophe, un demi-million d'internautes se sont branchés sur le site de la BBC pour

regarder les photos et les vidéos. Les médias citoyens avaient à tout jamais acquis droit de cité et étaient devenus partie intégrante de l'assortiment médiatique.

LA DÉMOCRATISATION DES MÉDIAS

De nos jours, rares sont les entreprises de presse qui n'ont pas commencé à mettre à profit cette voie de communication à double sens qu'ont établie les médias numériques entre les organismes d'information et leurs usagers. La multiplication des canaux de distribution électronique a fait que n'importe qui sachant se servir d'un clavier peut produire lui-même des informations; aujourd'hui, c'est un fait avéré dans le monde développé qui le sera demain dans le monde en développement.

Ainsi, comme le dit ce pionnier du journalisme citoyen qu'est Dan Gillmor, « dans un monde où les instruments médiatiques seront omniprésents, et nous y sommes presque, il y aura toujours quelqu'un sur le terrain ».

D'année en année, la croissance des médias numériques démocratise la publication de textes et d'images de toutes sortes, ancien monopole de la presse imprimée, de la radio et de la télévision. Les faits suivants sont éloquentes à cet égard :

- Au cours d'un massacre imputable à un étudiant armé sur le campus de la Virginia Tech University aux

États-Unis, les grandes chaînes de télévision, y compris CNN, ont fréquemment diffusé les blogues d'étudiants et autres rapports de témoins oculaires, assurant ainsi une couverture immédiate des événements qui aurait été impossible par l'intermédiaire d'autres sources.

- Les blogueurs sont de plus en plus nombreux à être invités à assister aux côtés des membres des services de presse aux diverses manifestations couvertes par les médias traditionnels. Cette année, environ 10 % des personnes figurant sur la liste des représentants de médias couvrant la Semaine de la mode de New York étaient des blogueurs.

- Endemol, le producteur de l'émission de télé-réalité *Big Brother*, a commencé à produire aux Pays-Bas des émissions d'informations télévisées quotidiennes à contenu généré par les usagers. Les reporters citoyens soumettent des vidéos qui sont compilées pour être diffusées sous le titre IK OP TV (moi à la télé).

- À Pune (Inde), le groupe de presse Sakaal a créé un « supplément citoyen » entièrement rédigé par les lecteurs. « Les gens veulent des nouvelles et des articles positifs. Ils ont suffisamment d'ennuis et de crises dans leur vie; ils veulent lire des choses qui les inspirent », dit Deendayal Vaidya, le rédacteur en chef adjoint. Près de mille lecteurs, dont la plupart n'avaient jamais rien publié auparavant, ont déjà écrit des articles pour le supplément.

- Le grand quotidien français *Le Monde* offre des blogues à ses abonnés. Il encourage notamment ses lecteurs à tenir des carnets électroniques de voyage dont les meilleurs sont accessibles sur la page de la section « Voyages » de son site Internet.

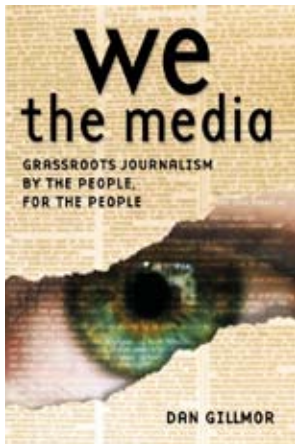
- Au Chili, le tabloïde national *Las Ultimas Noticias* (Dernières nouvelles) a vu sa diffusion augmenter de 30 % après que ses rédacteurs commencèrent à vérifier quels étaient les articles de son site Internet les plus lus et à se servir des informations ainsi obtenues pour déterminer, en partie, le contenu de la version imprimée. Bien qu'il ne s'agisse pas ici de contenu généré par les usagers, ceci montre l'influence croissante des lecteurs sur les choix rédactionnels des médias.

La notion de « journalisme citoyen » a été décrite pour la première fois en 2003 par Dan



© AP Images/Mary Altaffer

Un office commémoratif a été célébré à la Virginia Tech University en avril 2007 après les meurtres multiples perpétrés par un étudiant armé dans les bâtiments universitaires. Les textos ont été une forme de communication importante pendant les heures incertaines qui ont précédé la fin des attaques. Les médias nationaux et en ligne se sont également servis des informations fournies par les usagers dans leur couverture de ce drame qui a fait 32 morts parmi les étudiants, enseignants et membres du personnel.



© 2007 O'Reilly Media, Inc. Tous droits réservés. Publié avec l'autorisation du détenteur des droits.

Dan Gillmor a écrit: « Jadis un exposé magistral, les informations sont devenues une conversation ».

Gillmor dans son livre, *We the Media: Grassroots Journalism By the People, For the People* [Nous les médias: le journalisme de base, par le peuple, pour le peuple], par la formule aujourd'hui célèbre: « Jadis un exposé magistral, les informations sont devenues une conversation. »

L'argument de Dan Gillmor, qui s'apparente aux principes de l'encyclopédie en ligne Wikipédia, était que

« les connaissances et la sagesse collectives dépassent considérablement tout ce qu'un individu à lui seul peut savoir dans pratiquement n'importe quel domaine ».

À cette époque, la création de nouveaux projets au niveau local s'accroissait et acquiescés de la crédibilité. Il a été dit alors que si les journaux les ignoraient, ils risqueraient de s'aliéner une part de leur lectorat établi et une part encore plus grande de leur éventuel lectorat.

À QUI FAITES-VOUS CONFIANCE ?

Aujourd'hui, l'appellation « journalisme citoyen » tombe peu à peu en désuétude, remplacée par la notion plus large de contenu généré par les usagers. Il n'est donc plus question de « journalisme », profession spécialisée régie par des règles et une déontologie spécifiques, différentes de celles des blogueurs. En outre, ces derniers ne font plus concurrence aux journalistes mais se situent par rapport à eux dans une relation de complémentarité en tant que fournisseurs supplétifs de contenu.

L'expression « produite par les usagers » fait aussi l'économie de la notion de citoyenneté et d'engagement civique. Le contenu peut être produit indifféremment par des consommateurs, lecteurs ou commentateurs, mais il faut l'intervention de rédacteurs professionnels pour en faire du journalisme.

Le nombre extraordinaire de sources qui résulte de cette tendance vient poser à nouveau un problème qui remonte aux premiers jours du journalisme, celui de savoir quelles sont les sources dignes de confiance. Selon George Brock, rédacteur de l'édition du samedi du *London Times*, « la question la plus importante

que se posent invariablement les consommateurs de nouvelles et d'opinions est celle qu'ils se sont toujours posée: peut-on avoir confiance en cette source? La réponse est affirmative pour certaines sources et négative pour d'autres. Les sociétés ouvertes et qui souhaitent le rester doivent continuer de se poser cette question. » L'émergence du contenu généré par les usagers, véritable révolution culturelle, est porteuse à la fois de grandes possibilités mais aussi de dangers considérables devant lesquels la société doit faire preuve de vigilance.

Du côté positif, les gens ont à présent un contrôle bien plus grand sur la façon dont ils reçoivent l'information ainsi que sur le moment où ils la reçoivent. Ils peuvent y réagir et y participer si bon leur semble.

Les activités d'information ne consistent plus en l'imposition d'opinions et de points de vue par une caste d'élite, mais se muent en un dialogue entre les fournisseurs et les destinataires.

Du côté négatif, l'Internet a ouvert d'extraordinaires possibilités de manipulations parfois dangereuses de l'information à large diffusion qui sont difficiles, voire impossibles, à endiguer.

Ce phénomène est appelé à imposer de lourdes responsabilités aux journalistes professionnels pour se conformer à des normes élevées de vérification des faits, d'honnêteté et d'objectivité. Les rédacteurs consacrent déjà un temps considérable aux vérifications et à l'authentification des images et des textes générés par les usagers, et le temps requis pour ce faire ne peut qu'augmenter. Les apports des blogues exigent un examen soigneux et régulier.

Si tous les blogueurs ne sont pas assujettis à un code de déontologie strict, on constate au niveau des « blogues professionnels » une mesure appréciable de réglementation d'origine communautaire. Le scandale du Huffington Post et le comportement du journal à l'égard de l'acteur américain George Clooney en mars 2006 ont permis d'illustrer la robustesse du mécanisme de freins et contrepoids de la communauté des blogueurs. Lorsque l'équipe d'Ariana Huffington a mis en ligne un article reposant sur un amalgame grossier d'interviews télévisées de George Clooney présenté comme ayant été écrit par l'acteur, celui-ci n'a pas caché sa désapprobation. Et bien que la créatrice du site Ariana Huffington ait d'abord minimisé la gravité de l'incident, elle s'est trouvée forcée, après un certain temps, de présenter des excuses en raison de la vague de mépris qui a résulté de son comportement dans la blogosphère.

Les fondations mêmes de nos sociétés démocratiques et la crédibilité des médias établis seront détruites si

nous ne pouvons pas distinguer le vrai du faux dans l'information.

Lourde responsabilité donc, que celle des entreprises de presse. Pour le moment, la majorité des lecteurs continuent d'accorder leur préférence aux produits imprimés traditionnels pour s'informer, avec 1,6 milliard de lecteurs de quotidiens de par le monde. Les sondages d'opinion montrent régulièrement que les consommateurs de nouvelles font généralement plus confiance aux marques connues et établies et qu'ils traitent les blogues et les matériels générés par les usagers avec plus de scepticisme.

C'est ainsi, par exemple, qu'une étude des lecteurs de nouvelles faite par le site français « 20 minutes.fr » révèle que les deux tiers des participants estiment que les nouvelles publiées par des organismes participatifs en ligne « ne peuvent pas être considérées comme des nouvelles » et qu'ils doutent « de la véracité de ces informations ».

Il est essentiel d'augmenter les connaissances médiatiques des journalistes, en particulier, et des citoyens, en général, pour les aider à déterminer la valeur et la véracité des informations qu'ils reçoivent.

À l'Association mondiale des journaux (AMJ) et au World Editors Forum (WEF), nous nous employons à tenir notre secteur au courant de ces développements et des conséquences dont ils sont porteurs pour nos entreprises et pour la société dans son ensemble.

Nous menons périodiquement des campagnes pour rappeler au public les principes fondamentaux qui sont en cause lorsque nous parlons de la liberté des médias. Le slogan de l'une de nos campagnes, « La liberté de la presse, c'est la liberté du citoyen », n'a jamais été plus vrai qu'aujourd'hui. ■

L'AMJ et le WEF représentent les éditeurs et les rédacteurs de plus de 100 pays, qui travaillent pour quelque 18 000 publications, notamment des milliers de sites Internet d'information et de nouvelles et de blogues (editorsweblog.org, sfnblog.org, trends-in-newsrooms.org), qui font aujourd'hui partie intégrante du monde des médias.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le journaliste citoyen



Le rédacteur en chef et fondateur d'OhmyNews, Oh Yeon-ho, dans son bureau de Séoul.

Mis en route en 2000, le site sud-coréen d'information OhmyNews fait figure de pionnier dans les milieux du journalisme citoyen.

C'est la création du journaliste professionnel Oh Yeon-ho, le reflet de sa volonté de tenter une expérience en ligne à laquelle il ferait participer plus de sept cents journalistes citoyens. OhmyNews a célébré son septième anniversaire en février 2007 : il comptait alors 65 employés à plein temps et plus de 60 000 journalistes citoyens dispersés dans une centaine de pays y contribuaient.

Le succès et l'élargissement d'OhmyNews ont commencé à retenir l'attention des observateurs des médias de par le monde en 2002, quand la communauté des internautes sud-coréens a commencé à jouer un rôle actif dans l'élection présidentielle au point d'en influencer le résultat.

Ce site a vu sa renommée mondiale, et celle de son fondateur, s'affermir en octobre 2007 quand la prestigieuse Missouri School of Journalism a décerné à Oh Yeon-ho sa médaille d'honneur pour services journalistiques distingués « en reconnaissance de son action novatrice visant à promouvoir l'engagement des citoyens en tant que journalistes pour la démocratie ». Les lauréats de ce prix, qui a été créé il y a plus de soixante-dix ans, incluent des auteurs célèbres ainsi que des journalistes de la presse écrite et radiotélévisée.

« Aujourd'hui, je reçois cette médaille, mais cet honneur ne m'appartient pas », a déclaré Oh Yeon-ho en acceptant sa récompense lors d'une cérémonie tenue à Columbia, dans le Missouri. « Il appartient à nos 60 000 journalistes citoyens et aux reporters attachés à notre site qui se sont joyeusement ralliés à ce nouveau monde du journalisme citoyen ».

Connaître le succès et la consécration en ayant recours à des méthodes non traditionnelles est un triomphe en soi pour un organe de presse à fort potentiel de croissance, mais Oh Yeon-ho nourrit de plus nobles aspirations pour ce que peut accomplir le journalisme citoyen. « L'objectif n'est pas de fournir plus d'informations ; c'est de mener une vie plus heureuse, plus épanouissante », a déclaré le lauréat, selon le reportage de la cérémonie d'OhmyNews. ■

Charlene Porter

Code déontologique d'OhmyNews

Les journalistes qui contribuent à OhmyNews sont tenus de respecter le code déontologique ci-après :

1. Le journaliste citoyen doit travailler dans l'optique selon laquelle « tous les citoyens sont des journalistes » et identifier clairement le caractère citoyen de ses actions quand il fait un reportage.
2. Le journaliste citoyen ne dissémine pas de fausses informations. Les articles qu'il écrit ne reposent pas sur des hypothèses ou des prédictions sans mérite.
3. Le journaliste citoyen ne s'exprime pas dans un langage injurieux, vulgaire ou insultant et qui constitue une attaque personnelle.
4. Le journaliste citoyen ne porte pas atteinte à la réputation d'autrui et, partant, il s'abstient de rédiger des articles qui empiètent sur la vie privée.
5. Le journaliste citoyen use de moyens légitimes pour recueillir des informations et il informe clairement ses interlocuteurs de son intention de faire un reportage.
6. Le journaliste citoyen n'exploite pas sa position à des fins injustes ou pour son gain personnel.
7. Le journaliste citoyen n'exagère ni ne dénature les faits pour son propre compte ou celui de n'importe quelle organisation dont il serait membre.
8. Le journaliste citoyen présente toutes ses excuses et sans délai si son reportage se révèle erroné ou déplacé, pour quelque raison que ce soit.

© OHMYNEWS Tous droits réservés

Des gouvernements et des entreprises entravent la liberté d'expression sur l'Internet

Erica Razook



© AP Images/Mizzima News

Des moines bouddhistes étaient le fer de lance des manifestations contre le gouvernement militaire de Birmanie, en septembre 2007. Malgré le filtrage de l'accès des citoyens à l'Internet, les images des manifestations et des violations des droits de l'homme ont été transmises au monde entier par le biais de blogs et d'autres moyens d'information en ligne.

La diversification des médias et l'amélioration des technologies de l'information ont pour effet d'élargir l'éventail des idées auquel les gens sont exposés. Il y a toutefois des gouvernements qui veulent contrôler ces idées et empêcher leurs citoyens d'y avoir accès. Amnesty International, organisation de défense des droits de l'homme à l'échelle mondiale, s'efforce de contrer les actions de ces gouvernements répressifs.

Erica Razook fait partie du personnel juridique attaché au projet « entreprises et droits de l'homme » d'Amnesty International USA, dont le siège se trouve à New York.

Un exercice très simple illustre l'ampleur de la censure sur l'Internet. Il suffit de faire une recherche sur « Tiananmen Square » en passant d'abord par le site www.google.cn. (le site chinois, et autocensuré, de Google), et ensuite par www.google.com (la principale version de ce site, implanté aux États-Unis).

Les différences entre les résultats sont frappantes. Les résultats obtenus à l'aide de google.cn portent unanimement sur la description de l'emplacement géographique de la place Tiananmen et, fait choquant, ils passent entièrement sous silence le massacre des étudiants en 1989 – cet événement même qui figure parmi les premiers résultats obtenus à l'aide du moteur de recherche



Le Bureau de la sécurité publique de Pékin a diffusé cette image de personnages de bande dessinée en 2007 lorsqu'il a mis en route une campagne de surveillance de l'Internet. Ces personnages censés incarner une « police virtuelle » ont été conçus de manière à apparaître sur l'écran des internautes et à faire la navette d'un bout de l'écran à l'autre, à pied, à bicyclette ou en voiture, tout en avertissant les citoyens de ne pas consulter les sites illégaux.

de google.com. Google ne fait pas figure d'exception. Microsoft, Yahoo!, Baidu et d'autres moteurs de recherche disponibles en Chine, qu'ils soient américains ou chinois, filtrent sans état d'âme les résultats des recherches à la demande du gouvernement chinois.

À une époque où nous acquérons une si grande partie de nos connaissances par le biais de l'Internet et des nouveaux moyens de communication, une telle oblitération d'événements historiques et de faits d'actualité provenant de services de presse, de gouvernements démocratiques, d'éducateurs et d'organisations de défense des droits de l'homme est le reflet de l'attaque de grande envergure qui cible la liberté d'opinion et d'expression. Ce qui est plus troublant encore que la répression de la liberté d'expression par les gouvernements, c'est de constater que des entreprises, souvent américaines, sont complices dans l'affaire.

LA SITUATION EN CHINE

Amnesty International a été la première organisation à soulever le thème de la répression de la liberté d'expression et d'information sur l'Internet, et ce dès novembre 2002. Dans son rapport intitulé « République populaire de Chine : Internet sous le contrôle de l'État » (http://www.amnesty.org/fr/alfresco_asset/871572eb-a3ff-11dc-9d08-f145a8145d2b/asa170072002fr.pdf),

Amnesty International cite plusieurs sociétés américaines – Cisco Systems, Microsoft, Nortel Networks, Websense et Sun Microsystems – qui auraient fourni des technologies nécessaires à la censure et au contrôle d'Internet en Chine. À la suite de la publication de ce rapport, plusieurs entreprises ont nié les allégations selon lesquelles elles pourraient contribuer aux violations des droits de l'homme dans ce pays. Cisco Systems s'est défendue d'adapter ses produits au marché chinois : « Si le gouvernement chinois veut surveiller l'Internet, cela le regarde. Nous sommes politiquement neutres. » Microsoft, pour sa part, a déclaré « s'employer à offrir la meilleure technologie aux

peuples du monde entier », mais « ne pas avoir les moyens de contrôler l'utilisation qui en est faite ultérieurement ».

Les réponses de ce genre laissent déjà entrevoir les ahurissants faux-fuyants sémantiques qui définissent aujourd'hui la réponse des sociétés américaines de haute technologie face aux accusations de complicité avec des gouvernements répressifs. Plusieurs entreprises se sont empressées d'accéder à la demande des gouvernements qui réclamaient des moyens directs et actifs de surveillance du courrier électronique et des blogues, et aussi de censure et de filtrage des sites Internet et des résultats des recherches. Même si elles tiennent aujourd'hui un discours plus nuancé sur les droits de l'homme, certaines entreprises continuent de composer avec les gouvernements qui ont recours à des pratiques abusives visant à exploiter la technologie pour réprimer la liberté d'expression.

En juillet 2006, Amnesty International a publié une autre étude sur le rôle des entreprises américaines dans un rapport intitulé « *Undermining of Freedom of Expression in China* », lequel portait spécifiquement sur la coopération de Yahoo!, de Microsoft et de Google avec les autorités chinoises déterminées à filtrer les résultats des moteurs de recherche et le courrier électronique et à censurer les sites sur l'Internet et les blogues.

Ce rapport décrit par exemple la façon dont Microsoft filtre les résultats des moteurs de recherche,

© AP Images/Beijing Public Security Bureau, HO

ne laissant s'afficher que les informations sanctionnées par le gouvernement chinois. En outre, Microsoft a refusé à des usagers du service de blogues MSN Spaces la possibilité de rédiger leurs blogues, ou de leur donner un titre, sur des sujets qui déplaisent au gouvernement chinois, tel le « Falun Gong », « l'indépendance du Tibet » et « le 4 juin » (l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen). Le journaliste et blogueur chinois Zhao Jin (qui a pour pseudonyme Michael Anti), virulent critique de la censure en Chine, avait un blogue sur MSN Spaces. Microsoft l'a supprimé en décembre 2005, apparemment à la demande des autorités chinoises.

Toujours pour réprimer la liberté d'expression, le gouvernement chinois a condamné un autre journaliste, Shi Tao, à une peine de dix ans de prison pour avoir envoyé un courrier électronique par le biais de son compte chez Yahoo! à un site Internet américain pro-démocratie. Ce courriel contenait des informations que le département central de la propagande avait communiquées au journal où travaillait Shi Tao. Ce dernier a pu être poursuivi en justice et condamné après la fourniture par Yahoo! au gouvernement chinois des renseignements sur le titulaire du compte en question. Yahoo! a eu beau affirmer, jusque dans sa déposition au Congrès, ne rien savoir « sur la nature de l'enquête » au sujet de Shi Tao, les documents rendus publics indiquent le contraire.

Des cadres de Yahoo! ont comparu devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants en novembre 2007 pour répondre de l'accusation selon laquelle l'entreprise savait pertinemment qu'elle se pliait à une requête injuste de la part du gouvernement chinois concernant Shi Tao. Le président de la commission parlementaire, Tom Lantos, a en outre allégué que les représentants de Yahoo! avaient menti au Congrès lorsqu'ils avaient affirmé ne pas être au courant de la nature de cette requête. Les membres de la commission, démocrates comme républicains, ont fermement mis en question et condamné tant la décision prise par Yahoo! de donner suite aux requêtes du Bureau de la sécurité de Pékin que son refus d'offrir une compensation aux familles des victimes. Pour sa part, Tom Lantos a accusé le président-directeur général et le conseiller juridique de l'entreprise d'être atteints de déficience morale et a qualifié leur performance de « profondément décevante ».

Dix jours après cette audience, Yahoo! a conclu un arrangement à l'amiable avec la famille de Shi Tao et celle d'un autre journaliste chinois incarcéré. Les journalistes cherchaient à prouver que la filiale de Yahoo! implantée

à Hong Kong était responsable de leur peine de prison. L'entreprise a nié toute responsabilité, mais elle a accepté de verser aux plaignants une somme d'un montant tenu secret. (Voir l'encadré ci-contre intitulé « Le dilemme de l'industrie de l'information ».)

Entre l'enquête initiale du Congrès en février 2006 et la dernière déposition en date tenue en novembre 2007,



Hoang Dinh Nham/AFP/Getty Images

Un soldat vietnamien de l'armée du peuple navigue sur l'Internet à l'occasion d'une exposition sur la technologie de l'information tenue à Hanoï.

Yahoo!, Microsoft, Google et d'autres sociétés Internet et de télécommunications se sont ralliées à une initiative lancée par des organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty, et qui concerne la formulation de normes, à caractère volontaire, en ce qui concerne la liberté d'expression et le respect des renseignements personnels, qui pourraient guider l'industrie. Pour autant, cela n'a pas empêché Yahoo! (ni Microsoft, ni certaines entreprises chinoises) de signer un autre contrat auto-disciplinaire qui empiète sur la capacité des internautes d'exprimer des opinions politiques dissidentes.

L'organisation non gouvernementale Reporters sans



Des cadres de la société Google ont dévoilé en 2006 le nom chinois de cette dernière.

© AP Images/EyePress

frontières a rendu publics les détails de l'accord par lequel ces entreprises s'engagent à enregistrer et à conserver l'identité réelle des blogueurs ainsi qu'à surveiller et à éliminer les propos « illégaux ». (Yahoo! et Microsoft ont bien affirmé leur intention de ne pas interdire l'usage de pseudonymes dans les blogues, mais au vu de leurs antécédents face aux demandes de censure et de divulgation de renseignements personnels qui émanent de la Chine, le fait qu'elles aient signé un tel accord n'est guère encourageant.) Fait plus troublant encore, Yahoo! n'a pu garantir au Congrès que ce qui est arrivé à Shi Tao ne se reproduirait pas.

LES RESTRICTIONS AILLEURS

La Chine n'est certainement pas le seul pays qui réprime la liberté de la presse dans le contexte de l'Internet. Au Viêt Nam, où des lois adoptées récemment s'inscrivent dans cette tendance, Nguyen Vu Binh purge en ce moment une peine de prison de sept ans après avoir dénoncé publiquement, notamment sur l'Internet, la corruption et les violations des droits de l'homme. Truong Quoc Huy, quant à lui, a été arrêté dans un cybercafé à Ho-Chi Minh; on ne sait pas où il se trouve en ce moment et aucune accusation n'a été portée publiquement contre lui.

Le militaire de la Birmanie mènerait actuellement une campagne visant à semer la peur parmi la population : il a mis en détention des milliers de prêtres et de civils

qui croupissent dans des conditions déplorables et insalubres. Il les soumet à des passages à tabac et les terrorise, eux et leur famille, même les jeunes enfants et les gens qui étaient de simples passants au moment des manifestations pacifiques organisées en septembre.

La répression des dissidents politiques par les autorités birmanes n'a pas seulement lieu dans la rue, mais aussi sur l'Internet. Depuis des années, le pays procède à un filtrage intensif. La censure a peut-être atteint son point culminant le

29 septembre 2007 quand la junte militaire a entièrement bloqué l'accès à Internet et aurait soi-disant suspendu la majorité des services de téléphonie mobile lorsque des témoignages oculaires, des photos et des vidéos sur les violations massives des droits de l'homme perpétrées dans le pays furent portés à la connaissance du monde entier par le biais de blogues et d'autres moyens d'information en ligne.

Les protestations politiques en Birmanie et la réponse du gouvernement, du mois d'août au mois d'octobre 2007, montrent le pouvoir qu'a l'Internet non seulement de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, mais aussi de servir les fins des régimes répressifs qui désirent limiter la capacité de leurs citoyens de communiquer avec le reste du monde.

C'est cette dichotomie qui a donné naissance au site « irrepensible.info » [<http://irrepensible.info/>], lequel se propose de mener une campagne en temps réel visant à mettre la technologie de l'Internet au service de la lutte contre la censure. L'Internet est un outil sans précédent en matière de liberté d'expression, malgré les efforts croissants qui sont déployés afin non seulement de le contrôler et de le censurer, mais aussi de persécuter et d'emprisonner les personnes qui y critiquent leur gouvernement ou qui prônent la démocratie, la liberté de la presse et la protection des droits de l'homme. Créé par Amnesty International avec l'appui du journal britannique The Observer et l'initiative OpenNet, le site « irrepensible.info » expose la répression qui s'exerce

contre l'Internet à travers le monde, notamment en Birmanie, en Chine, au Viêt Nam, en Tunisie, en Iran, en Arabie saoudite et en Syrie.

Il encourage les gens à publier des « fragments » d'informations qui autrement seraient censurées par les gouvernements et les entreprises qui coopèrent avec eux. Il leur demande de s'engager à demander d'une part aux gouvernements de mettre fin à la restriction injustifiée de la liberté d'expression sur Internet et, d'autre part, aux entreprises de cesser d'apporter leur concours. Ce site est un référentiel des actualités relatives à la censure sur Internet.

En novembre 2006, Amnesty a présenté les signatures de 50 000 personnes qui avaient souscrit à l'engagement proposé par ce site au président du Forum de la gouvernance Internet (IGF) de l'Organisation des Nations unies. Elles sont des milliers à continuer de se rallier à cet engagement, et Amnesty continuera d'œuvrer à la réalisation et à la protection de la liberté d'expression en ligne par le biais de cadres internationaux, dont l'IGF, et en appuyant les démarches législatives nationales qui visent à garantir que des entreprises américaines ne participent pas au déni injustifié de la liberté de parole et d'expression des idées sur Internet, dans un esprit ouvert et pacifique.

Les partisans de la liberté d'expression sur Internet attendent avec impatience le jour où les gouvernements et les entreprises rendront le présent article obsolète. J'invite instamment le lecteur à faire l'expérience mentionnée au premier paragraphe. Je forme le vœu que les anomalies signalées aient disparu et que tout le monde pourra tout savoir sur ce qui se passe sur la planète. Le degré d'obsolescence du présent article et du site irremplaçable sera la mesure de notre performance collective. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le dilemme de l'industrie de l'information

Il n'y a guère de position plus délicate dans le commerce mondial que celle des sociétés de haute technologie qui veulent faire des affaires avec des sociétés fermées ou répressives.

Elles se spécialisent dans des produits d'information et de communications qui peuvent mettre à la portée de leurs utilisateurs toute une foule de connaissances recueillies et diffusées parmi des millions de sources.

Mais pour se livrer à ce type de commerce sur le marché mondial, elles doivent d'abord trouver un terrain d'entente avec des gouvernements qui ne veulent pas que leurs citoyens aient accès à des connaissances et à des idées susceptibles de menacer l'emprise qu'ils ont sur eux.

C'est la situation épineuse qu'ont décrite des cadres supérieurs de Yahoo! lorsque des membres du Congrès ont tiré à boulets rouges contre les pratiques commerciales de cette société à l'occasion d'une audience publique tenue au début du mois de novembre 2007.

Le cofondateur et président-directeur général de Yahoo!, Jerry Yang, a présenté le dilemme de la façon suivante: « Je sais très bien qu'il y a des gouvernements qui mettent des gens en prison parce qu'ils expriment leurs opinions en ligne. C'est en tout point contraire à mes convictions personnelles et professionnelles. »

Une semaine plus tard, Yahoo! acceptait de payer une somme dont le montant n'a pas été divulgué en règlement d'une action en justice alléguant que l'entreprise était en partie responsable de l'emprisonnement de journalistes chinois du fait de leurs activités sur l'Internet.

Shi Tao et Wang Xianong, qui purgent tous les deux une peine de dix ans de prison, ont été incarcérés après que Yahoo!, cédant aux instances du gouvernement chinois, eut remis aux autorités des informations qui leur ont permis de lier ces journalistes à des activités dissidentes sur l'Internet. C'est cette action qui a suscité l'indignation de parlementaires et d'organisations non gouvernementales aux États-Unis.

Selon les termes du règlement de l'action en justice, Yahoo! s'engage à fournir un appui financier à la famille des journalistes emprisonnés et à créer un fonds d'assistance humanitaire destiné à venir en aide à d'autres dissidents politiques et à leur famille.

« Après m'être entretenu avec les familles, j'ai clairement compris ce que nous devons faire pour



Des Chinois surfent sur l'Internet avec en toile de fond une publicité pour le site Yahoo!

© AP Images/Ng Han Guan

rectifier la situation pour elles, pour Yahoo! et pour l'avenir », a expliqué Jerry Yang dans une déclaration reprise par la presse. « Yahoo! a été créé à partir de l'idée selon laquelle le libre échange de l'information peut fondamentalement modifier le mode de vie des gens, leur comportement dans le monde des affaires et leurs interactions avec leur gouvernement. Nous sommes déterminés à faire en sorte que nos actions soient conformes à nos valeurs dans le monde entier. »

Lors de l'audience parlementaire, Jerry Yang a donné des détails sur les efforts mis en œuvre à cette fin par Yahoo! et décrit le rôle qu'il joue pour promouvoir le dialogue sur les droits de l'homme entre les représentants de l'industrie, les universitaires, les investisseurs et diverses organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de la défense des droits de la personne.

« Ce groupe divers s'est engagé publiquement à créer à l'échelle mondiale un ensemble de principes et de procédures opérationnelles sur la liberté d'expression et le respect des données personnelles, de façon à guider le comportement des entreprises lorsqu'elles se heurtent à des lois, des règlements et des politiques qui entravent les droits de l'homme », a déclaré le haut responsable devant les parlementaires.

Le Center for Democracy and Technology (CDT), organisation non gouvernementale sise à Washington, apporte son concours à l'élaboration de ce code de conduite. Selon un porte-parole, il pourrait voir le jour pendant les premiers mois de l'année 2008. ■

Charlene Porter

Les tribulations du journalisme en République de Géorgie

Karl Idsvoog

Si le monde de la politique était calqué sur celui des contes de fées, la chute d'un gouvernement répressif et l'institution de la démocratie engendreraient une presse libre, des citoyens affranchis et une population qui aurait suffisamment d'informations à sa disposition pour prendre les décisions concernant leur pays. Mais le monde dans lequel nous vivons n'est pas celui des contes de fées.

Dans l'ancienne République soviétique de Géorgie, une révolution pacifique a entraîné la chute, en 2003, d'un gouvernement répressif et corrompu. Dans les années qui ont suivi, ce pays du Caucase a fait des progrès irréguliers vers la réalisation de son rêve. Immédiatement après la « révolution de la rose », le nouveau gouvernement a mis en route des réformes et commencé à s'ouvrir à l'Occident, mais il a été déchiré par les luttes intestines. Peu de temps avant la publication de cette revue, le gouvernement a été confronté à des manifestations de rue et à des allégations de connivence avec la Russie. Pour toute réponse, le président a déclaré l'état d'urgence. Cette décision a entraîné la fermeture de toutes les organisations de presse privées pendant plusieurs semaines et a été unanimement condamnée par la communauté internationale.

Les médias de Géorgie n'ont pas connu la libération dont ont fait l'expérience leurs collègues des autres pays où des réformes politiques ont été réalisées, et les raisons de cet état de chose sont mal comprises. Les auteurs du rapport intitulé « Freedom of the Press 2007 », publié par l'association sans but lucratif Freedom House, ont évalué ainsi le climat dans lequel vivent ces médias :



À Tbilissi, en Géorgie, les forces de la sécurité tentent de disperser des manifestants à l'aide de canons à eau.

© AP Images/George Abdaladze

La constitution géorgienne et la loi relative à la liberté de parole et d'expression garantissent la liberté d'expression, mais tout au long de l'année 2006 le gouvernement n'a cessé de restreindre la liberté de la presse. Les restrictions ont rarement pris la forme de pressions directes, encore qu'il y ait eu des allégations de harcèlement et de violences physiques contre les journalistes de la part de responsables du gouvernement... les propriétaires et les responsables de médias continuent de faire pression sur les journalistes pour tenter de rester en bons termes avec les autorités. Il s'ensuit que les journalistes pratiquent fréquemment l'autocensure.

Karl Idsvoog, journaliste américain de télévision et professeur, s'est rendu à plusieurs reprises en Géorgie entre 2002 et 2006 pour former des étudiants de l'École de journalisme du Caucase au journalisme de radiodiffusion. Professeur à l'École de journalisme et de communications de masse à la Kent State University, dans l'Ohio, Karl Idsvoog

est resté en contact avec des journalistes géorgiens, lesquels lui parlent de leur déception face aux répercussions de la révolution de la rose sur leur profession.

En 2001, il ne faisait pas bon être journaliste en République de Géorgie. Dans le monde post-soviétique, seul un organe de presse n'a pas lâché du lest, a tenu bon, a résisté : la chaîne de télévision Rustavi 2.

En 2001, les reportages percutants étaient inmanquablement suivis d'une réaction brutale. Giorgi Sanaya, un présentateur de 26 ans de Rustavi 2 a été tué. Nombreux sont ceux qui croient que ce meurtre a été commis en représailles à ses reportages. Si Giorgi Sanaya mettait en question la politique et les pratiques du président Edouard Chevarnadze, il était loin d'être le seul à défier le gouvernement de Tbilissi.

Akaki Gogichaishvili, le présentateur et créateur du magazine d'informations télévisées « 60 Minutes », dit que son père a été limogé de son poste de fonctionnaire à cause de ses enquêtes. Il ajoute que tous les membres de son équipe ont fait l'objet de menaces. Les reporters disent avoir reçu des coups de fil anonymes, du genre « Demain, tu seras mort » ou « On va violer tes parents ».

En 2001, il n'était pas suffisant de menacer les

journalistes. Nick Tabatadze, le directeur des actualités de Rustavi 2 et son principal présentateur, a reçu un appel qui menaçait l'ensemble de la chaîne de télévision. Le ministre de l'intérieur de la Géorgie aurait menacé d'envoyer des soldats mettre les locaux à sac. Lors du journal télévisé du soir, Nick Tabatadze a annoncé cette menace à ses auditeurs. La semaine suivante, le gouvernement s'est manifesté. Cette fois, le ministère de la sécurité a envoyé des agents exiger les documents financiers de la chaîne. De nouveau, Nick Tabatadze a relaté cette information à ses auditeurs. Mais cette fois, il l'a fait en direct. Il a ordonné à ses caméramen de filmer la scène. En l'espace de quelques minutes, Rustavi 2 diffusait l'incursion du gouvernement dans la salle de presse sur tous les écrans en Géorgie. Pour montrer leur solidarité envers Rustavi 2, les Géorgiens se sont dirigés en masse vers les locaux de la chaîne de télévision où ils ont veillé toute la nuit ; le lendemain, ils sont descendus sur le Parlement.

Être journaliste en Géorgie à cette époque, c'était vivre une expérience galvanisante, mais dangereuse.

La révolution de la rose a suivi. Edouard Chevarnadze a quitté le pouvoir et Mikheil Saakashvili, dirigeant pro-démocratie, lui a succédé. Les journalistes qui travaillent en Géorgie disent que les médias n'ont pas joui des bienfaits apportés par cette révolution.



Le ton monte entre les manifestants et les forces de sécurité qui s'affrontent dans les rues en novembre 2007.

SUIVRE LA DISCIPLINE DU PARTI

Deux chaînes de télévision, à savoir la chaîne 9, qui s'était efforcée de traiter l'actualité dans un souci d'objectivité, et Iberia ont été fermées. À Rustavi 2, les cadres de direction ont changé et avec eux le style de reportage de la chaîne.

Natia Abramia, qui a depuis quitté le pays, a passé huit ans à faire du journalisme en Géorgie. Elle avait travaillé à Rustavi 2 avant et après la révolution de la rose. Malgré l'atmosphère menaçante qui prévalait durant l'ère de Chevarnadze, Natia Abramia note que les médias jouissaient à l'époque d'une liberté considérable. « On exerçait dans un cadre ni professionnel ni responsable, mais libre », dit-elle.

Après la révolution de la rose, poursuit-elle, tout le monde a commencé à parler d'« autocensure ».

© The New York Times/Redux/Justyna Mielnikiewicz

Les journalistes de Rustavi 2, la chaîne qui avait naguère mis audacieusement les responsables du gouvernement au défi d'expliquer leurs actions, téléphonaient aux autorités pour leur demander des conseils sur ce qu'ils devaient dire. « J'ai vu de mes propres yeux des journalistes lire leurs articles au téléphone à des responsables du gouvernement », déclare Natia Abramia, ajoutant que ceux qui ne suivaient pas la discipline du parti avaient « des problèmes ».

Un journaliste diplômé, qui a souhaité conserver l'anonymat parce qu'il a besoin de son emploi à Rustavi 2, décrit en un seul mot l'environnement dans lequel fonctionnent actuellement les reporters : « humiliant ».

La procédure de révision des articles et des reportages qu'il décrit semble venir tout droit de l'ère soviétique. « Nous n'avons pas le droit de critiquer le président, le ministre de l'économie, le ministre de la défense ou le ministre des affaires internes. Seuls des thèmes « positifs » peuvent être abordés en ce qui concerne ces structures gouvernementales. »

Un autre producteur, éditeur et vidéographe, qui a quitté la salle de presse après une longue carrière mais qui reste en contact avec les reporters de toutes les chaînes de télévision de Tbilissi, dit avec tristesse : « La situation ne devrait pas être ce qu'elle est aujourd'hui. » Lui aussi tient à garder l'anonymat, pour des raisons de travail. Quand on lui demande de comparer l'état du journalisme en Géorgie avant et après la révolution de la rose, il répond simplement : « c'est pire ».

Natia Abramia est aussi de cet avis : « Les journalistes géorgiens constatent qu'il est de plus en plus dangereux d'enquêter, de mettre en question ou de critiquer le gouvernement. »

ESSAYER DE CHANGER LES CHOSSES POUR LE MIEUX

Nino Zuriashvili, journaliste, et Alex Kvatashide, éditeur-vidéographe, réalisaient naguère pour Rustavi 2 des reportages d'investigation parmi les plus approfondis. Mais Nino Zuriashvili dit que cette chaîne de télévision, autrefois réputée pour son engagement journalistique, n'est aujourd'hui « plus qu'un écho du gouvernement ».

Elle ne pense pas que la Géorgie sera bien servie par la chaîne MZE, qui a été rachetée par le frère du ministre des affaires étrangères. En janvier 2007, frustrés par le déclin du journalisme de qualité depuis la révolution de la rose, Nino Zuriashvili et Alex Kvatashidze ont créé leur propre société de production de reportages d'investigation, baptisée Monitor Studio. Il ne leur est pas difficile de trouver des affaires qui gagneraient à être creusées, mais c'est beaucoup plus dur quand il s'agit de trouver quelqu'un qui accepte de diffuser leurs reportages.

Les deux reporters ont appris par des moyens détournés que deux Géorgiens innocents avaient été emprisonnés, torturés et condamnés sur la base de pièces à conviction fabriquées par des agents de la sécurité, sur ordre d'un haut responsable du gouvernement.

Les journalistes qui enquêtaient sur ce dossier n'étaient pas les seuls à avoir confirmé les faits : le médiateur du gouvernement, défenseur des droits des citoyens, a aussi reconnu leur véracité.

Ce dernier, Sozar Subari, a convoqué une conférence de presse pour annoncer ses conclusions. Comme d'habitude, tous les microphones de toutes les chaînes étaient présents. « Chose surprenante, dit Alex Kvatashidze, tous les journaux d'actualités du soir l'ont passée sous silence. » Les journalistes de télévision se

sont abstenus de communiquer des conclusions défavorables alors même qu'elles provenaient d'une source gouvernementale.

Nino Zuriashvili et Alex Kvatashidze ont organisé une séance de visionnage de leur reportage à laquelle ils ont invité de hauts responsables d'ambassades, des dirigeants d'organisations non gouvernementales, des journalistes et des directeurs de tous les principaux organes de presse de Tbilissi, la capitale de la Géorgie et le siège des principaux médias du pays. Les reporters ont offert le fruit de leur enquête à toute organisation qui manifesterait de l'intérêt pour la question et ce sans faire payer un sou. Aucun organe de presse de Tbilissi n'a voulu diffuser le reportage.

Il n'en demeure pas moins que la

Vidéo en ligne

• *Raid sur Rustavi 2*

Le journaliste de télévision Karl Idsvoog était en Géorgie en 2001 un jour où la télévision a prouvé qu'elle avait le pouvoir d'influencer la population et de faire perdre son sang-froid à un gouvernement.



<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/1207/ijge/ijge1207.htm>

Publiée avec l'autorisation du détenteur des droits.

technologie est telle qu'il est pratiquement impossible aux gouvernements et aux sociétés de contrôler les communications. Rustavi 2 est peut-être aujourd'hui le porte-parole du gouvernement, comme le disent ses critiques, mais la technologie donne aux journalistes les moyens de faire le métier qu'ils ont toujours fait : communiquer au public des faits qui ont de l'importance pour lui.

Et c'est ce mariage de la technologie et de la persévérance journalistique qui conforte Alex Kvatashidze dans son optimisme. « Nous essayons toujours et encore (comme d'autres le font aussi) de faire passer le message au public », dit-il, avant d'affirmer avec conviction que « le journalisme n'est pas mort en Géorgie ».

Le lecteur peut suivre l'enquête du Monitor Studio sur l'emprisonnement injustifié de deux ressortissants géorgiens sur le site <http://tinyurl.com/2rpo3g>. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les nouveaux médias et la conduite de la politique aux États-Unis

Thomas Edsall



© Matt Campbell/epa/Corbis

Un cameraman prend position devant un immense écran vidéo qui domine la scène du débat des candidats républicains à l'investiture de leur parti pour les élections présidentielles. Organisé par CNN sur YouTube, ce débat a eu lieu à St. Petersburg, en Floride, en novembre 2007. C'était le deuxième débat du genre au cours duquel les internautes pouvaient poser directement leurs questions aux candidats par le biais de vidéos sur YouTube.com. Les candidats à l'investiture du parti démocrate s'étaient soumis au même exercice en juillet.

Les nouvelles technologies et leurs usagers les plus « branchés » laissent leur marque sur nombre de campagnes électorales aux États-Unis : elles permettent de faire connaître au grand public les gaffes des candidats, de mobiliser davantage de fonds et de modifier le cycle des actualités.

Thomas Edsall est professeur et titulaire de la chaire Joseph Pulitzer II et Edith Pulitzer Moore à l'École supérieure de journalisme de l'université Columbia, à New York. Spécialisé dans les affaires nationales, il a couvert la politique aux États-Unis pour le Washington Post pendant vingt-cinq ans. Il est actuellement correspondant pour le New Republic, rédige des articles pour le National Journal et est rédacteur en chef de la section politique pour le Huffington Post, une publication en ligne.

L'Internet et l'explosion des « nouveaux moyens de communication » qui l'accompagne ont fortement bouleversé la politique des États-Unis et ce à quatre égards au moins, en créant : 1) des méthodes novatrices pour communiquer avec les électeurs ; 2) un mécanisme de diffusion des informations radicalement différent ; 3) une quantité sans précédent de petits donateurs ; et 4) de nouveaux groupes d'intérêt de droite comme de gauche.

Au niveau le plus visible, plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont mis en route leur campagne en 2007 en annonçant leur candidature sur l'Internet, rompant ainsi avec la tradition selon laquelle ces déclarations se font devant un large public, généralement dans la ville natale des candidats.

C'est dans une vidéo diffusée sur l'Internet que la sénatrice démocrate Hillary Clinton, par exemple, a annoncé la formation d'un comité exploratoire pour la course à la présidence – actualité politique d'importance



© AP Images/Ron Edmonds

Le démocrate James Webb, qui brigait un poste de sénateur en 2006, annonce sa victoire en brandissant les bottes de combat qu'avait portées son fils, un Marine déployé en Irak. Son opposant républicain, le sénateur sortant George Allen, avait commis pendant la campagne électorale une gaffe qui avait été filmée sur vidéo et largement diffusée.

À chaque fois qu'ils participent à une réunion publique, les candidats font aujourd'hui l'objet de l'observation constante du personnel et des partisans de leurs adversaires, lesquels sont munis d'appareils photo numériques et de magnétophones, discrets et d'emploi facile.

En 2006, George Allen, le sénateur républicain de Virginie qui brigait le renouvellement de son mandat et était donné largement gagnant, a dû s'incliner devant son opposant démocrate, James Webb. La campagne de George Allen fut mise en déroute lorsque celui-ci ridiculisa un membre de l'équipe de James Webb qui le filmait: « Le type, là-bas,

– confortablement installée dans le salon de son domicile à Chappaqua, dans l'État du New York.

« Bavardons. Parlons de choses et d'autres. Engageons un dialogue à propos de vos idées et des miennes », dit la candidate dans la vidéo. « Si je ne peux me rendre dans le salon de chacun, je peux quand même essayer. Et, cette semaine à partir de lundi, en m'aidant un peu de la technologie moderne, je vais organiser des forums de discussion en temps réel. Que la conversation commence. »

Pour un candidat, les avantages de l'Internet sont substantiels. Contrairement à ce qui se passe dans le cas de réunions publiques, où la presse est présente et pose des questions, l'annonce d'une candidature via l'Internet est entièrement sous le contrôle de la campagne; elle peut être filmée de multiples fois jusqu'au moment où elle sera considérée parfaite, mais elle confèrera en même temps un sentiment d'intimité et de spontanéité.

ECUEILS ET POSSIBILITÉS

Un bon nombre des percées technologiques qui sous-tendent les nouveaux moyens de communication ne sont pas tellement favorables aux campagnes. De fait, elles ont créé tout un ensemble d'écueils potentiels.

qui porte une chemise jaune, le macaque, peu importe comment il s'appelle. Il travaille pour mon adversaire. Il nous suit partout... Souhaitons la bienvenue au macaque. Bienvenue en Amérique et sur le terroir de la Virginie. » Dans certaines cultures européennes, un « macaque » est un terme péjoratif utilisé pour désigner des immigrants africains.

Les images de l'incident ont profondément marqué la campagne du sénateur, ayant été visionnées des centaines de milliers de fois sur YouTube, le site Internet de partage de vidéos, et diffusées sans relâche sur les chaînes de télévision locales et nationales.

S'il est un candidat à la présidence qui a beaucoup tiré parti des nouvelles technologies de l'Internet, c'est assurément Ron Paul, député républicain du Texas. Bien qu'on lui donne peu de chances de décrocher l'investiture de son parti en 2008, ses principes libertaires séduisent un grand nombre d'internautes et il est très populaire sur les sites My Space et YouTube.

L'Internet l'a aidé à mobiliser beaucoup de fonds, notamment 5,3 millions de dollars durant le troisième trimestre de 2007, soit presque autant que le sénateur républicain d'Arizona, John McCain, qui est plus connu et qui a recueilli 5,7 millions de dollars.

À trois reprises déjà, une exploitation sans précédent



Le député Ron Paul, qui brigue l'investiture du parti républicain dans la course à la Maison-Blanche, rencontre des électeurs dans l'État du New-Hampshire.

© AP Images/Jim Cole

Story, on voit John Edwards se coiffer et donner du bouffant à ses cheveux. « I feel pretty, oh so pretty, oh so pretty and witty tonight... », clame la chanteuse.

En 2004, la technologie ne permettait pas de diffuser largement sur l'Internet ce genre de vidéos.

LES EFFETS MOINS MÉDIATISÉS

Par ailleurs, l'élargissement des capacités des médias a généré nombre d'éléments nouveaux plus subtils et moins visibles. En voici quelques exemples :

- L'Internet est

devenu l'instrument de mobilisation de la gauche anti-guerre en tant que groupe d'intérêt démocrate influent que tous les candidats et chefs parlementaires doivent aujourd'hui traiter avec respect et égards particuliers.

Les divers sites, tels OpenLeft, Atrios et DailyKos, et la myriade de blogueurs qui contribuent à ces sites et à d'autres du même genre, représentent un électorat auquel les candidats démocrates s'efforcent de ne pas déplaire. En fait, un grand nombre de candidats, et les principaux responsables de leur état-major, organisent régulièrement des conférences téléphoniques avec la communauté de la blogosphère de gauche et recherchent une couverture aussi favorable que possible,

- En 2004, Howard Dean, candidat démocrate à l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle, avait mobilisé des sommes importantes en faisant appel à des petits donateurs sur des sites Internet permettant les paiements par carte bancaire et, pour 2008, tous les principaux candidats démocrates ont calqué sa méthode de même que les candidats républicains, peut-être dans une moindre mesure. Du coup, le nombre des petits donateurs a considérablement augmenté, alors que le montant moyen de chaque contribution a diminué. Dans le cas de Barack Obama, en particulier, cette tendance a rendu viable la candidature, au départ improbable, d'un nouveau venu sur la scène politique nationale.

des nouveaux moyens de communication a influencé l'élection présidentielle de 2008. La première fois, un membre de l'état-major de Barack Obama, sénateur démocrate de l'Illinois, a pris sous son bonnet de s'inspirer d'une publicité pour les ordinateurs Apple dans laquelle le rôle dominant de Microsoft est assimilé au gouvernement dictatorial décrit par George Orwell dans son roman 1984 et a concocté son propre spot publicitaire comparant Hillary Clinton à un dictateur omnipotent.

L'état-major de Barack Obama s'est distancé de cette publicité, et l'employé en question a donné sa démission, mais la pseudo-page publicitaire a été visionnée près d'un million de fois sur YouTube, au grand dam d'Hillary Clinton.

La seconde, c'est Barack Obama qui à son tour a été plongé dans l'embarras par une vidéo réalisée à l'insu de son état-major qui a été diffusée via YouTube sous le titre « Obama Girl ». Dans ce clip, l'actrice-mannequin Amber Lee Ettinger proclame son amour au candidat en se trémoussant au son d'une musique aguichante.

Ceci dit, Barack Obama s'en est tiré à bon compte par rapport à ce qui est arrivé à son rival démocrate John Edwards, lequel a été filmé en secret – clip affiché sur YouTube – avant de passer à la télévision. Dans ce clip, qui a pour toile de fond la musique et les paroles d'une chanson provenant de la comédie musicale West Side

Les principaux sites consacrés aux actualités

Le tableau ci-après récapitule le nombre de personnes qui ont consulté des sites Internet consacrés à la couverture des actualités et de situations d'intérêt public, d'après les calculs de Nielsen Online, filiale de la société Nielsen, l'une des plus grandes agences de sondages audimétriques au monde. Les données ont été recueillies pendant le mois d'octobre 2007, celles-ci étant les plus récentes au moment de la parution du présent article. Elles ont été fournies par le service NetView de Nielsen.

Marque ou chaîne	Nombre de visiteurs (en milliers)	Temps passé par personne/par mois (heure, minute, seconde)
All Current Events & Global News	95 701	1:24:02
Yahoo! News	33 171	0:25:38
CNN Digital Network	30 218	0:36:27
MSNBC Digital Network	29 841	0:26:18
AOL News	20 672	0:30:19
NYTimes.com	17 502	0:34:53
Gannett Newspapers	13 560	0:23:59
Tribune Newspapers	13 031	0:12:15
WorldNow	11 851	0:10:57
Google News	11 114	0:11:12
ABCNEWS Digital Network	10 847	0:07:34
Fox News Digital Network	9 480	0:41:05
USATODAY.com	9 469	0:16:13
CBS News Digital Network	9 394	0:08:48
McClatchy Newspaper Network	9 300	0:08:48
washingtonpost.com	8 681	0:17:22
MediaNews Group Newspapers	7 723	0:10:52
Hearst Newspapers Digital	7 418	0:14:24
Advance Internet	6 713	0:15:08
Topix	6 425	0:04:11
Sites de radiodiffusion sur Internet	6 298	0:15:22

L'autorisation a été obtenue de reproduire ce tableau

Pour les démocrates, et les comités du parti démocrate, la forte augmentation de petits donateurs par le biais de l'Internet a contribué à égaliser le terrain sur le plan financier, d'abord en 2004 et plus encore au cours du cycle actuel (2007-2008). Pour la première fois en trente ans au moins, les démocrates réussissent cette année à détenir un avantage financier substantiel par rapport aux républicains, dont le parti est traditionnellement capable

c'est la nouvelle capacité technologique qui permet le renvoi à des milliers d'autres sources, qu'il s'agisse des versions électroniques des « vieux médias » – tels que le New York Times [www.nytimes.com], le Washington Post [www.washingtonpost.com], le Los Angeles Times [www.latimes.com], etc. – ou de la myriade de blogues conservateurs et progressistes qui, à leur tour, renvoient les internautes vers des sites politiques divers, dont

de produire des ressources financières considérables pour le financement des campagnes électorales.

- Les sites politiques sur l'Internet arrivent à maturité et, à de nombreux égards, ils sont devenus aussi pertinents que les journaux, sinon plus. En l'espace de quelques années seulement, Politico, le Huffington Post, Salon, Slate, le National Review Online et le Wall Street Journal Online sont devenus des acteurs de premier plan dans la couverture des élections et l'élaboration de la politique générale.

Le Huffington Post, par exemple, où j'assure actuellement la couverture des actualités politiques avec des collègues, reproduit à de nombreux égards la teneur des journaux imprimés, et des actualités nationales et internationales y sont présentées en première page tandis que le reste des informations sont réparties entre la page politique, la page des médias, la section « spectacles » et la section « vie ». Un avantage des médias en ligne,

RealClearPolitics, TalkingPointsMemo, Instapundit, Taegan Goddard's PoliticalWire et le Drudge Report.

- En 2000, les états-majors des candidats devaient composer avec un cycle régulier de nouvelles qui était adapté à la diffusion des journaux télévisés, de 18 heures à 19 heures, et aux astreintes liées à la production des journaux imprimés, entre 21 heures et 23 heures. Aujourd'hui, les administrateurs de sites sont constamment à la recherche de faits nouveaux, et un événement politique important qui se produit à 14 heures a déjà produit, avant même le début du journal télévisé du soir, de multiples réactions et critiques sur l'Internet de la part de concurrents et d'analystes.

- L'apparition de sites de gauche, de droite ou de tendance neutre facilite l'expression instantanée de diverses opinions face aux revirements de fortune des campagnes politiques. Lors des débats présidentiels, par exemple, les employés du personnel de l'état-major des candidats évaluent en permanence les commentaires qui sont affichés sur l'Internet, aussi bien ceux qui font l'éloge de la performance de leur patron que ceux qui critiquent celle de ses rivaux. Ces commentaires sont immédiatement envoyés par courrier électronique, sous la forme de communiqués de presse. aux sites Internet des médias classiques comme aux journalistes des nouveaux médias et aux autres commentateurs qui couvrent le débat.

Si les tendances passées sont annonciatrices de l'avenir, la rapidité des mutations qui interviennent dans le climat politique actuel, et qui découlent de l'évolution des technologies en matière de communications et d'information, va s'accélérer, ce qui donne à penser que les innovations marquant la campagne électorale de 2008 sont un modeste précurseur de la transformation radicale qui s'opérera en 2012 et en 2016. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Médias, nouveaux et anciens

David Vaina



Joe Kraus de JotSpot.com devant une capture d'écran du site Internet de son entreprise, en 2005. JotSpot a développé un logiciel de collaboration, dit « wiki », qui permet aux usagers de créer et de réviser facilement le contenu de l'Internet. Google a racheté JotSpot en 2006.

© AP Images/Dino Vourmas

Les nouvelles technologies ont donné naissance à de nouvelles tribunes et de nouveaux types de médias. À mesure que la part d'audience des nouveaux médias s'accroît, on assiste à une intensification du débat sur la question de savoir si ceux qui les pratiquent respectent les normes traditionnelles qui distinguent le journalisme professionnel digne de ce nom de la publication de ragots et de commérages.

David Vaina est chargé de recherches pour le « Project for Excellence in Journalism » (PEJ, Projet pour l'excellence dans le journalisme), organisation à but non lucratif ayant son siège à Washington qui se consacre à l'évaluation des résultats obtenus par les nouveaux médias d'information. Le PEJ se décrit comme une organisation non partisane, non idéologique et non politique. Elle est affiliée au Pew Research Center.

Dans les années 1970, on a demandé au premier ministre de la Chine, M. Chou En-Lai, ce qu'il considèrerait comme le plus important dans la révolution française de 1789. Il aurait, dit-on, réfléchi en silence pendant une minute puis aurait répondu : « Nous n'avons pas assez de recul pour le savoir. » On pourrait en dire autant de l'évaluation de la portée de ce qu'on appelle la « révolution des médias citoyens » sur le discours politique aux États-Unis.

Ce phénomène suscite des inquiétudes légitimes à propos des éventuelles ramifications négatives attachées au passage d'une ère marquée par un journalisme traditionnel reposant sur le recours à certains filtres à une ère définie, du moins en partie, par une blogosphère décentralisée où le public se tourne vers des non-professionnels pour s'informer sur la Maison-Blanche, le Congrès, la guerre en Irak et diverses autres questions de politique étrangère.

Les partisans de cette nouvelle forme de journalisme

répondent aux critiques que les sources d'information situées hors de la chasse gardée des grands médias auront pour effet, au fil du temps, d'enrichir et non pas de dégrader le débat public.

Ces points de vue distincts pourraient fort bien avoir tous deux une part de vrai. Mais il faudra vraisemblablement des décennies, pas des années, pour pouvoir apprécier l'équilibre des forces en présence et l'on ne connaîtra leur impact sur la démocratie aux États-Unis qu'une fois la métamorphose achevée.

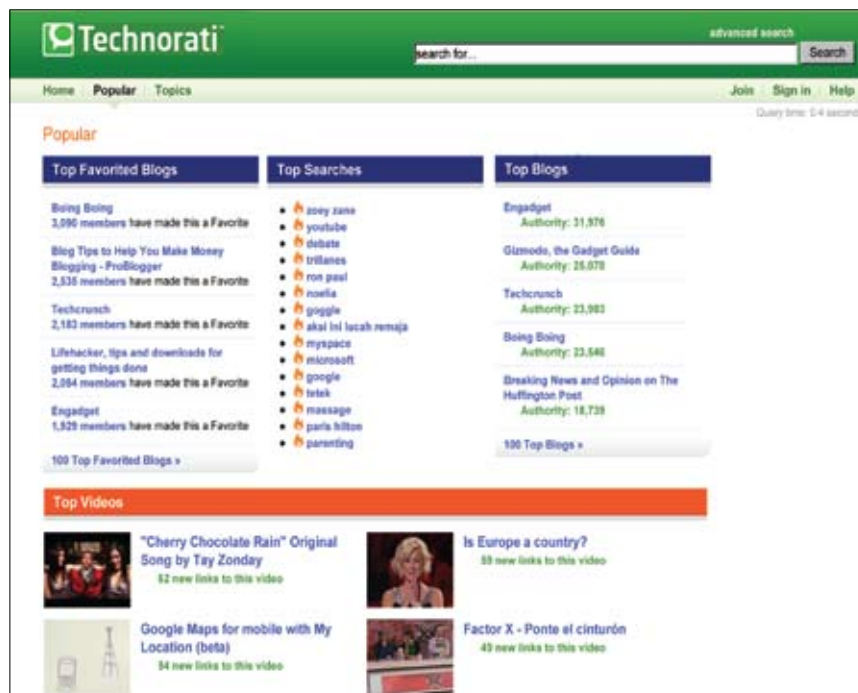
QUE PENSER DES NOUVEAUX VENUS ?

Les préoccupations inspirées par la montée du journalisme citoyen (blogs, wikis, YouTube) sont fondées sur l'idée selon laquelle l'information fournie par cette source est moins exacte du fait qu'elle n'a peut-être pas été authentifiée comme le sont les reportages traditionnels qui sont soumis aux vérifications des rédacteurs des journaux et des chaînes de télévision. Examinons, par exemple, le scandale et les allégations d'adultère avec une jeune stagiaire dont a fait l'objet en 2004 le candidat démocrate à la présidence John Kerry.

Matt Drudge, décrit cette année comme « le journaliste américain le plus influent » par le magazine *New York*, a fait savoir sur son site, au plus fort de la campagne électorale de 2004, que le sénateur John Kerry aurait eu une aventure avec une femme bien plus jeune que lui (dont Matt Drudge ne donne pas le nom), et que cela risquait, face à George Bush, de lui coûter la présidence.

Rien ne disait que Matt Drudge ait interviewé la jeune femme ni l'un des responsables de la campagne de John Kerry pour confirmer ses allégations avant de publier son article sur son site, dénommé le Drudge Report. Ce site, selon les données recueillies par Hitwise, se classait en sixième place au plan de la popularité pour la semaine s'étant terminée le 22 septembre 2004.

John Kerry et la jeune femme ont tous deux nié qu'il se soit passé quoi que ce soit et, en dernière analyse, aucune preuve indiquant la véracité des faits allégués ne s'est matérialisée. Les grands organismes de presse sont tous essentiellement abstenus de publier l'histoire,



Le site Internet Technorati est une autorité reconnue pour ce qui est des activités des blogues et du contenu généré par les usagers sur l'Internet. Les gestionnaires du site indiquent qu'ils surveillent près de 113 millions de blogues et plus de 250 millions d'articles à valeur sociale. Technorati compte 1,6 million nouveaux ajouts aux blogues par jour [www.Technorati.com].

estimant que les preuves étaient « excessivement ténues ».

John Kerry, on le sait, a recueilli la nomination de son parti, mais on peut se demander si cette histoire a renforcé le cynisme dont les Américains font preuve à l'égard de leurs élus. Comme le notait dans le magazine *New York* David Frum, ancien rédacteur de discours pour George Bush, qui a un blogue sur le site Internet de la *National Review*, les reportages sur l'Internet peuvent faire des mythes des réalités en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire: « J'ai lu l'article [sur les allégations] dans le journal, j'en ai entendu parler, j'ai transmis la rumeur, mais je n'ai rien fait qui soit du journalisme. J'ai écrit des plaisanteries sur l'Internet comme j'aurais pu le faire lors d'un dîner. Et puis je me suis rendu compte que l'Internet s'apparente davantage à la presse imprimée qu'aux dîners entre amis. »

Si les traditionalistes s'inquiètent de l'émergence d'un journalisme sans vérification, il est possible par ailleurs que les enthousiastes des nouveaux médias considèrent leur art comme radicalement différent de ce qui se pratique dans ces deux bastions des médias des États-Unis que sont le *New York Times* et le *Wall Street Journal*. Selon un sondage du Pew Internet & American Life Project, un tiers seulement (34 %) des blogueurs considèrent leurs activités comme une forme de journalisme; près des



Le caricaturiste Matt Wuerker travaille à un dessin destiné à *Politico*, publication politique ayant une version imprimée et en ligne.

deux tiers d'entre eux (65 %) considèrent que cela n'en est pas. Et ils ne sont que 56 % à dire qu'ils passent, soit « parfois », soit « souvent », du temps supplémentaire à vérifier les faits qu'ils rapportent dans leurs blogs.

Les nouveaux médias font également l'objet de critiques en ce qui concerne la pratique du blogue anonyme. Le même sondage du projet Pew révèle que 55 % des blogueurs s'expriment en ligne sous un pseudonyme. Le fait préoccupant ici est que les blogueurs sont peut-être plus enclins à diffuser des rumeurs sans fondement étant donné qu'il est difficile de retrouver la source de telles rumeurs dès lors que l'auteur du blogue ne révèle pas sa véritable identité.

Qui plus est, on peut également avoir lieu de s'inquiéter de ce que cette absence de responsabilité n'incite les blogueurs non seulement à émettre des informations apocryphes mais aussi à contribuer à l'infantilisme et à la méchanceté des propos tenus sur les blogs. Et dans ce cas, cela ne risque-t-il pas de décourager une part encore plus grande de l'électorat d'abandonner ce milieu peu accueillant aux accros de la politique les plus invétérés ?

QUEL EST L'EFFET RÉEL DES BLOGUES ?

La question de savoir si les citoyens journalistes ont beaucoup nui à la politique américaine au cours de ces dernières années est vivement débattue dans les milieux politiques et journalistiques. Mais les chiffres et les données d'enquêtes indiquent que les médias citoyens n'ont sans doute pas autant d'influence que certains veulent bien le dire.

Examinons tout d'abord la publicité politique en ligne. Les dépenses de publicité sur l'Internet pendant les élections de 2006 ont été estimées à 40 millions de dollars, soit une augmentation de 38 % par rapport aux 29 millions de dollars dépensés pendant les élections de 2004. Ces dépenses ne sont pas négligeables, mais elles ne représentent que 1 % du total des dépenses, toutes plateformes médias confondues en 2006. Les blogs ne sont qu'une fraction de ces 1 %.

En second lieu, si le pourcentage des personnes déclarant que l'Internet constitue pour elles la principale source d'information a atteint 26 %, une forte majorité du public américain continue de regarder les nouvelles à la télévision. Selon un sondage réalisé en juillet 2007 par le Pew Research Center for the People & the Press, les deux tiers des Américains disent préférer la télévision.

Rappelons une fois encore que les blogues et autres formes de médias citoyens ne sont qu'une composante des informations diffusées en ligne où les chiffres d'audience les plus élevés proviennent principalement des sites sous contrôle des entreprises médiatiques les plus riches, tels que CNN.com de Time Warner, Yahoo News, AOL News et USA Today.com de Gannett. Les reportages accessibles sur ces sites sont en très grande majorité de nature traditionnelle, ce qui tend à indiquer que la plupart des Américains, lorsqu'ils consultent ces sites, consomment toujours des informations conformes aux grands principes établis d'objectivité et d'exactitude.

D'autres signes encore tendent à indiquer que les Américains hésitent à renoncer au type de journalisme pratiqué par les médias établis, même s'ils délaissent en masse les plates-formes traditionnelles telles que les journaux. Un autre sondage du Pew Research Center for the People & the Press a conclu que 68 % des gens préfèrent s'informer auprès de sources n'ayant pas de

point de vue particulier alors que 23 % seulement veulent des nouvelles qui viennent confirmer leur propre point de vue.

La tendance au journalisme dogmatique ne se limite pas aux médias en ligne. Sur les chaînes de télévision câblées, l'un des facteurs d'attraction les plus notoires est la présence de personnalités telles que Bill O'Reilly et Keith Olbermann, qui proposent des solutions fortement politisées aux problèmes du pays. « Le style objectif, du type 'je regarde la réalité en face', adopté par toutes les grandes chaînes dans leurs journaux télévisés du soir, est tellement vieux, tellement dépassé », déclarait Marvin Kitman en octobre 2007, dans la Nation, premier magazine libéral des États-Unis, exhortant ces grandes chaînes à embaucher des doubles de Keith Olbermann, à tendance gauchiste. Cette initiative constituerait une rupture radicale avec l'attachement historique des chaînes de télévision à la neutralité tel qu'a pu l'exprimer Richard Salant, président de CBS News dans les années 60 et 70,

Le Groupe de travail sur la liberté mondiale de l'Internet

En décembre 2006, la sous-secrétaire d'État à la démocratie et aux affaires internationales, Mme Paula Dobriansky, déclarait : « Un Internet accessible et librement utilisable peut exposer la corruption, encourager la transparence et favoriser la participation au processus politique. Il peut aussi appuyer le développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'économie. L'Internet est, en quelques mots, un moyen essentiel d'émancipation. »

Mme Dobriansky a fait cette déclaration dans un bulletin publié par le Groupe de travail sur la liberté mondiale de l'Internet (Global Internet Freedom Task Force), un mécanisme d'évaluation établi en février 2005 au sein du département d'État par la Secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice. Pour favoriser l'exercice des libertés en ligne, le département d'État a adopté une stratégie à trois volets :

- surveiller la liberté sur l'Internet, communiquer ses conclusions dans ses Rapports annuels sur les pratiques en matière de droits de l'homme dans le monde et préciser les moyens et les mécanismes dont se servent les autorités gouvernementales pour essayer de limiter les activités en ligne ;
- réagir à la répression de la liberté sur l'Internet en défendant plus vigoureusement cette liberté sur la scène mondiale et au sein des organisations multilatérales. Le département d'État a fait un pas dans cette direction en janvier 2007 en organisant et en accueillant une conférence sur la lutte contre la censure sur l'Internet au niveau mondial à laquelle plus de 120 représentants d'entreprises, de sociétés d'investissement socialement responsables, d'ONG, d'ambassades étrangères et d'instances parlementaires ont participé ;
- élargir l'accès à l'Internet grâce à un soutien technique et financier renforcé, de manière à accroître la disponibilité, dans le monde en développement, des technologies de pointe en matière de communications internationales.

Les États-Unis soutiennent de nombreux programmes d'aide qui visent à promouvoir l'élargissement de l'accès à l'Internet et la disponibilité des technologies de l'information et des communications dans les pays en développement. Depuis 2004, le gouvernement des États-Unis a investi plus de 250 millions de dollars dans la construction de l'infrastructure des technologies de l'information dans le monde en développement. ■

en disant : « Nos reporters ne couvrent pas les événements de leur point de vue à eux : ils les présentent du point de vue de personne. »

La quantité de ressources investies dans le recueil des informations est un autre facteur qui influe sur l'évolution du journalisme aux États-Unis. En raison de fortes compressions des personnels dans la presse imprimée, le nombre de reporters disponibles pour couvrir l'actualité a beaucoup diminué par rapport à ce qu'il était au début de notre décennie. L'American Society of Newspaper Editors [Association américaine des rédacteurs de journaux] fait état d'une réduction d'environ 3 000 membres du personnel des salles de presse employé à temps plein, par rapport au niveau maximal de 56 400 atteint en 2000. Pour beaucoup, cette réduction fait craindre un affaiblissement rapide de la fonction de "contrôleur" du gouvernement et des grandes entreprises qui était celle des journaux.

Il semble que les blogueurs, certains d'entre eux du moins, aient perçu ce vide apparent et que quelques-uns s'emploient à le combler. Comme l'a noté récemment David Glenn dans la *Columbia Journalism Review*, ce sont le blogueur Joshua Micah Marshall et son personnel qui, par leur authentique travail de reportage, ont découvert plusieurs grands scandales politiques, dont le limogeage par la Maison-Blanche de procureurs des États-Unis et une affaire de contrat foncier douteux dans lequel serait impliquée Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska. D'autres blogueurs, comme ceux du *Huffington Post* [www.huffingtonpost.com] et de *Pajamas Media* [www.pajamasmedia.com], se livrent eux aussi à leur propre travail de reporters, ce qui indiquerait plus de convergence que de divergence entre les nouveaux et les anciens médias.

CONCLUSION

Le débat concernant l'effet du journalisme citoyen sur la démocratie semble actuellement s'enliser dans les conjectures. L'idée selon laquelle les blogues porteraient atteinte à notre infrastructure civique est généralement de nature anecdotique et hypothétique.

Mais il ne fait aucun doute que le monde des médias est en pleine évolution. Le pouvoir est en train de passer des gens qui produisent l'information, qu'ils soient journalistes ou blogueurs, à ceux qui la consomment. Les citoyens disposent de choix bien plus nombreux, des choix dont la gamme est large. Le résultat final n'est pas l'émergence d'un discours civique meilleur ou pire, mais différent. La tendance qui se fait nettement jour est, qu'avec la fragmentation de l'audience, les sources de nouvelles vont s'organiser davantage autour de sujets ou de points de vue spécifiques. La question, du moins à l'heure actuelle, est de savoir comment faire pour retrouver un véritable forum. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'Internet au service des localités



Captures d'écrans de quelques sites Internet ultralocaux américains.

Les nouvelles techniques de communication permettent à tout le monde, que ce soit dans des quartiers ou les petits villages, d'afficher des informations sur l'Internet, des informations que les médias traditionnels, la presse écrite, la télévision ou la radio ont ignorées. Ce traitement local des informations permet aussi à la collectivité de se mobiliser en faveur de diverses causes lui tenant à cœur et jette les fondations de sa participation à la politique.

« Toute activité politique est locale », avait déclaré Tip O'Neill, ancien président de la Chambre des députés des États-Unis, aujourd'hui décédé. De nos jours, aux États-Unis, les pépinières de politiciens de tous poils sont les sites « médias citoyens », les sites dits « ultralocaux » et les « placeblogs » (blogs locaux), où les habitants des petites communautés s'expriment et diffusent des photos et des vidéos sur eux-mêmes et sur les questions qui les concernent.

Une étude de ces sites intitulée « Les médias citoyens : engouement passager ou avenir des informations », réalisée en 2007 par l'Institut du journalisme interactif

(J-Lab) de l'université du Maryland, les a qualifiés d'« intensément locaux » et notait qu'ils diffusaient le type de nouvelles et d'opinions relatives aux quartiers et aux communautés qui ne sont pas considérées comme des informations par les grands organismes de presse ou que ceux-ci ne peuvent pas couvrir, faute de personnel. Les créateurs de ces sites Internet encourageant leurs voisins, amis et associés à fournir des informations pouvant s'apparenter à des nouvelles, par exemple des reportages sur des événements ou problèmes locaux, ou à publier des articles à ton plus personnel tels que des réflexions sur la vie locale, des appréciations sur les entreprises ou services locaux ou des conseils sur des techniques de bricolage ou de jardinage.

« La vitalité de ces sites dépend de l'initiative de la population et de la volonté de celle-ci de faire part de ses pensées, remarques et expériences », note l'étude qui signale par ailleurs que « la subjectivité est la règle ».

L'objectivité, qui consiste à ne pas laisser ses opinions personnelles influencer le reportage, est pour les journalistes américains, depuis des décennies, un principe déontologique fondamental. Or, les sites médias citoyens doivent leur existence aux contributions de gens

qui s'intéressent à leur communauté et qui souhaitent y apporter des améliorations, mais qui ne font aucun effort pour déguiser leurs sentiments personnels pour se conformer à une norme d'objectivité.

Ces sites sont aussi divers que les villes et quartiers dont ils émanent. Les discussions en ligne peuvent passer du coq-à-l'âne et porter successivement sur l'annonce d'une réunion des anciens élèves d'un établissement scolaire local, des controverses locales, des conseils sur la préparation des vacances et la politique présidentielle.

Selon l'étude, ces sites ultralocaux ont fait explosion sur l'Internet en 2005, mais beaucoup d'entre eux passent par une phase de démarrage très lente avant que les membres de la communauté n'interviennent et y apportent régulièrement de la substance.

En 2003, deux concepteurs de sites Internet de la ville de Brattleboro (Vermont) ont fondé *ibrattleboro.com*. Pendant six mois, explique Christopher Grotke, lui et son associé ont meublé le site mais, depuis, le site s'est acquis un groupe de fidèles actifs dans la communauté qui se chargent aujourd'hui de la rédaction et du « journalisme ».

En général, ces sites possèdent un lectorat qui leur est attaché mais qui est généralement limité, et leur avenir n'est assuré que tant que l'énergie du noyau de fondateurs et de bénévoles ne faiblit pas, a constaté l'étude du J-Lab.

Les ressources qui permettent aux sites d'exister sont aussi diverses que leur contenu. Conformément à sa vocation d'aider les organismes d'information et les citoyens à faire usage de technologies novatrices afin de promouvoir le débat sur les questions ayant trait à la politique, le J-Lab a octroyé quelques petites subventions pour le démarrage de sites. D'autres sites médias citoyens sont intégralement financés par leurs fondateurs; d'autres encore se procurent des revenus par le biais d'annonces publicitaires locales.

« Je crois que d'ici quelques années, il y aura quatre ou cinq sites ultralocaux par ville mais qu'aucun d'eux ne sera permanent. Nous ne serons jamais de grandes opérations. Je crois que ce qui est appelé à durer, c'est le phénomène du journalisme citoyen », a souligné Paul Bass, fondateur de *NewHavenIndependent.org*, dans sa réponse à l'enquête du J-Lab ■

Charlene Porter

Faire bouger les quartiers et les localités

Près de 200 sites médias citoyens ultralocaux ont participé à l'enquête du J-Lab. Les conclusions, en ce qui concerne leur aptitude à influencer leurs communautés, sont les suivantes :

- 82 % offrent des possibilités de dialogue
- 61 % assurent une surveillance des instances gouvernementales locales
- 39 % aident les communautés à résoudre leurs problèmes
- 27 % accroissent les taux de participation électorale
- 17 % accroissent le nombre de candidats aux élections

Sites Internet (en anglais)

The Berkman Center for Internet & Society at Harvard Law School

<http://cyber.law.harvard.edu/home/>

CyberJournalist

Journalists working primarily online are the target audience for this news and research site.

<http://www.cyberjournalist.net/>

International Center for Journalists

News, training, and the interactive “10 Steps to Citizen Journalism Online,” including such issues as content, marketing, and safety for bloggers.

[www.ijnnet.org\](http://www.ijnnet.org/)

Media Alliance

A nonprofit training and resource center for media workers, community organizations, and political activists.

<http://www.media-alliance.org/>

Media Bloggers Association

This association is “dedicated to promoting, protecting and educating its members; supporting the development of ‘blogging’ and ‘citizen journalism’ as a distinct form of media; and helping to extend the power of the press, with all the rights and responsibilities that entails, to every citizen.”

<http://www.mediabloggers.org/node>

The Media Center at the American Press Institute

The site provides reports on topics such as media strategies and mobile phones, links to news stories, a blog, videos, and related resources.

<http://mediacenter.org>

MediaShift

http://www.pbs.org/mediashift/2007/04/digging_deeperhyperlocal_citiz.html

O’Reilly Digital Media: Article Archives

This collection of articles about audio, video, and photography technology trends includes a mix of highly technical pieces and beginning articles such as “What Is Podcasting” and “What Is Vlogging.” From O’Reilly Media, publishers of books on computers and technology; articles are written by O’Reilly book authors and other industry experts.

<http://digitalmedia.oreilly.com/articles.csp>

PressThink

<http://journalism.nyu.edu/pubzone/weblogs/pressthink/>

ReadWriteWeb

This blog focuses on Web technology news, reviews, and analysis.

<http://www.readwriteweb.com/>

Technorati: Popular Blogs

This site tracks trends in the Webosphere.

<http://www.technorati.com/pop/blogs/>

Téléphonie mobile

Living with Technology: Tomorrow’s Cell Phone Tech

http://www.cnet.com/2001-13387_1-0.html?tag=cnetfd.lwt

Smart Mobs

A blog about using mobile communication for collective action.

<http://www.smartmobs.com/>

Documentation classique à l’usage des journalistes

The Annenberg Public Policy Center of the University of Pennsylvania

Research, lectures, and conferences about the intersection of media, communication, and public policy.

<http://www.annenbergpublicpolicycenter.org>

Media Bistro

For freelancer writers, offering jobs, training, and community.

<http://www.mediabistro.com/>

New American Media

Sponsored through a collaboration of hundreds of ethnic news organizations, this Web site features ethnic news and links to dozens of ethnic media sites such as Singtao Daily, Nichi Bei Times, La Prensa, Vietnam Daily, and Irish Herald.

<http://www.newamericamedia.org>

Pew Internet & American Life Project

This nonprofit, nongovernmental research organization studies the impact of the Internet on individuals and families and on civic and political life.

<http://www.pewinternet.org/>

Pew Research Center for the People & the Press

This independent opinion research group studies attitudes toward the press, politics, and public policy issues.

<http://people-press.org/>

Project for Excellence in Journalism

<http://www.journalism.org/>

World Association of Newspapers

<http://www.wan-press.org/>

World Editors Forum

<http://www.wan-press.org/weflarticles.php?id=2>

**Organisations non gouvernementales
et liberté sur l'Internet****Amnesty International: Freedom of Expression
Campaign**

<http://irrepressible.info/>

**Association for Progressive Communications: Internet
Rights Charter**

<http://rights.apc.org/charter.shtml>

Electronic Freedom Foundation

<http://www.fff.org/issues/international>

Human Rights Watch: Press Freedom Issues

http://hrw.org/doc/?t=press_freedom

OpenNet Initiative (ONI)

ONI is dedicated to identifying and documenting Internet filtering and surveillance and to stimulating public dialogue about such practices.

<http://opennet.net/>

Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à la disponibilité des sites indiqués ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en décembre 2007.



Nouveauté en 2008

America.gov

Telling America's Story

Nouveau site de eJournalUSA

<http://www.america.gov>



**UNE
REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES**

